

LE SOLEIL

Un rêve prend forme



La Commission de la capitale nationale entend aménager d'ici le début 2004 la plage du Foulon, pièce maîtresse de la promenade Samuel-de-Champlain, illustrée dans ce dessin.

PROJET DE LA COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE 175 M\$ sur 10 ans pour la promenade Samuel-de-Champlain

ROBERT FLEURY
 RFleury@lesoleil.com

■ Wow! Une longue promenade le long du fleuve, côté Québec, des ponts jusqu'à la Garde côtière; des parcs, jardins de sculptures et surtout une plage du Foulon reconstituée et baignable; un marais, un boisé centenaire, un boulevard Champlain revu et corrigé où l'on ne circule plus qu'à 70 km/h, une piste cyclable et de patins avec navette maritime vers la marina Chaudière via un quai Irving rénové... et qui sait, un tramway de l'Aquarium au Vieux-Québec et peut-être même entre les deux rives et jusqu'à la chute Montmorency! Douze km de rêve!

«Un projet de société», suggère Pierre Boucher, président de la Commission de la capitale nationale du Québec. «Il faut rêver la ville», dit-il.

La CCNQ en a mis plein la vue avec son projet de promenade Samuel de Champlain. Tout le gratin de l'Assemblée nationale était là au Musée de la civilisation. La présence du premier ministre entouré d'une demi-douzaine de ministres, dont Rosaire Bertrand,

le ministre responsable de la Capitale et André Boisclair, des Affaires municipales, confirmait le sérieux du projet de 175 millions \$ (il pourrait même atteindre 250 millions \$ à son terme dans 10 ans), la Commission souhaitant que la promenade soit réalisée en bonne partie pour le 400^e anniversaire de la Ville de Québec en 2008.

«C'est le départ d'un chef-d'œuvre de grande envergure digne de notre capi-

tales nationale», a commenté Bernard Landry en rappelant que la Commission corrigeait ainsi des erreurs d'aménagement du passé comme le fut le réaménagement récent du boulevard René-Lévesque, tout fier d'accentuer davantage la mise en valeur récréotouristique d'une capitale qui affiche maintenant un meilleur taux d'emploi que celle de la rivale Ontario!

L'échéancier? «D'ici 12 mois, on fera la réfection du quai Irving à l'anse Victoria, nous procéderons à une étude d'impact environnemental avec audiences publiques et tout, nous compléterons notre programme d'acquisition de propriétés et nous irons en confection des plans et devis pour la première tranche des travaux. Notre objectif pour la plage du Foulon, c'est fin 2003, début 2004», dit Pierre Boucher.

Sur les maquettes, les navires de

Voir PROMENADE en A 2
 ■ Retour à la page Page A 3

Le scandale WorldCom fait trembler les marchés

FRANÇOIS POULIOT
 FPouliot@lesoleil.com

■ Le dévoilement d'aberrantes inexactitudes comptables chez WorldCom, deuxième société de l'interurbain aux États-Unis, a amplifié hier la crise de confiance qui secoue l'Amérique corporative. L'affaire a fait plonger la devise US et ramené pendant quelques heures les marchés américains à leur niveau du 11 septembre.

En chute de plus de 200 points, l'indice Dow Jones est descendu sous les 9000 points, avant de remonter en fin de journée et de fermer en légère baisse. L'indice S&P 500 a lui aussi clôturé en léger recul, mais après avoir cédé 2,4% et être descendu à seulement huit points de son creux du mois de septembre.

Malgré la résistance des indices, la plupart des analystes se montrent prudents. Certains estiment que les places boursières pourraient prochainement passer sous leur plancher de



L'ex-président
 Bernard Ebberts

l'automne. «Les données économiques ne sont plus la force motrice des marchés boursiers. Même chose pour les rapports de bénéfices positifs. Trop de gens questionnent maintenant la validité de ces bénéfices», a soutenu Sherry Cooper, stratège en chef du groupe de compagnies de la Banque de Montréal.

«Cela arrive au moment

Voir WORLDCOM en A 2
 ■ La Caisse exposée Page C 1
 ■ L'histoire de WorldCom Page C 2

SOMMET DU G8

Aide à l'Afrique: Chirac à la rescousse de Chrétien

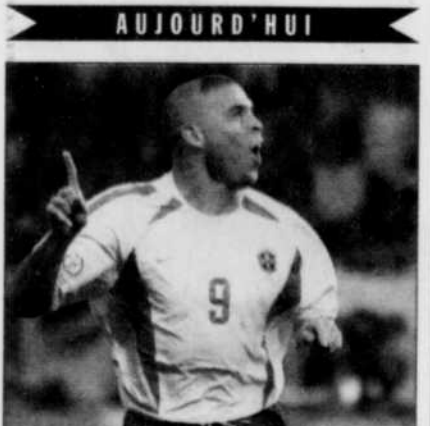
RAYMOND GIROUX
 RGiroux@lesoleil.com

■ CALGARY — Le président français, Jacques Chirac, a donné un vigoureux coup de pouce à l'initiative africaine de Jean Chrétien, hier, alors que les membres du G8 peaufinaient leur plan d'aide à l'Afrique malgré certaines réticences des Américains et des Britanniques.

Décrivant le dossier Afrique comme «le cœur de notre débat», contrairement aux Américains qui cherchent plutôt dans la rencontre qui se termine aujourd'hui des appuis pour envoyer le président palestinien Yasser Arafat

aux oubliettes, M. Chirac a insisté sur

Voir CHRÉTIEN en A 2
 ■ La Russie s'impose Page A 6
 ■ Un sommet vidéo Page A 7
 ■ Manifs plutôt calmes Page A 6



Sports

Finale Brésil-Allemagne.
 Quadruple champion du monde, le Brésil retrouvera l'Allemagne, trois fois sacrée, en finale du Mondial de soccer, dimanche. C'est grâce à Ronaldo que les Brésiliens ont battu hier la Turquie 1-0. Page S 3

Plusieurs chefs de cabinet péquistes tirent leur révérence

LOUIS TANGUAY
 LTanguay@lesoleil.com

■ À un peu plus d'un an de la prochaine échéance électorale au Québec, plusieurs ministres sont à la recherche d'un chef de cabinet.

C'est le cas, de façon assurée, pour les ministres Paul Bégin (Justice), Rosaire Bertrand (Capitale nationale), Richard Legendre (Jeunesse, Tourisme, Loisirs et Sport) et Jean-François Simard (Environnement et Eau).

Chez M. Bégin, le chef de cabinet Denis Michaud avait décidé depuis plusieurs semaines d'accepter un poste à RecycQuébec. Chez M. Ber-

trand, Jean Fournier a terminé son travail hier. Françoise Maltais quitte le cabinet du ministre Legendre pour des raisons personnelles et Stéphanie Leclerc abandonne le poste qu'elle occupait depuis peu auprès de Jean-François Simard.

Certaines de ces personnes sont encore en fonction, en attente de quelqu'un pour les remplacer.

Par ailleurs, une rumeur qui fait état du départ prochain de la chef de cabinet de François Legault (Santé et Services sociaux), Nathalie Verge, demeure persistante bien qu'elle soit formellement démentie par le cabinet.

Par ailleurs, la ministre Rita Dionne-Marsolais a aussi changé d'attachée de presse tout récemment.

Dans toutes les conversations avec des membres du personnel politique des ministres qui ont confirmé les quatre premiers départs, on a pris grand soin de marquer la différence entre ces décisions et l'annonce fracassante,

Voir CABINET en A 2
 ■ Landry inébranlable Page A 8

SOMMAIRE

Actualités	A 3	Économie	C 1
Agenda	B 6	Editorial	A 19
Arts et vie	B 1	Le monde	A 12
Bourses	C 4	Petites annonces	S 14
Bridge	S 17	Québec / Canada	A 10
Capitale et régions	A 14	Sports	S 1
Décès	C 6	Statistiques	S 8
Diversissements	B 7	Télévision	B 4

LA MÉTÉO

Maximum 23, minimum 16
 Nuageux avec averses et orages en après-midi. Détails page S20.
Précipitations (avant-hier)
 Ce mois-ci: 45,3 mm L'an dernier: 99,6 mm
 Cet été: 159,4 mm L'été dernier: 158 mm

QUÉBEC, 106^e ANNÉE, N° 177
 FLORIDE, 1,75 \$ US
 MONTRÉAL, OTTAWA 87¢
 PLUS TAXES



65¢ PLUS TAXES 6 27657 00074 2

La clef de sol
 840, rue Bouvier
 627-0840
 Donnacona
 285-4535

JVC
 Caméscope numérique
 Mini DV
 • Écran ACL 2,5 po
 • Stabilisateur
 • CCD à 680 000 pixels
 • Lumière intégrée

2913\$
 1049\$

SONY
 Caméscope Mini DV
 • Écran ACL de 2,5 po
 • Objectif Carl Zeiss
 • Super Night Shot
 • Série d'images USB
 • Entrée memory stick

3330\$
 1199\$

CHRÉTIEN

Suite de la Une

le fait que « ce Sommet est d'abord et avant tout le Sommet de l'Afrique ».

Le président a de plus affirmé en conférence de presse que son pays, hôte du Sommet de 2003, poursuivra le travail accompli à Kananaskis sur l'aide au développement en faveur de l'Afrique.

« Et cela, c'est un événement d'une portée considérable, a-t-il ajouté. C'est la première fois que les nations qui représentent 70 % du produit intérieur brut mondial prennent conscience d'une impérieuse nécessité » d'apporter leur aide à l'Afrique.

« Je crois que nous arriverons à quelque chose de très positif, et qui sera au cœur substantiel des débats du prochain G8 », a lancé le président.

Les dirigeants devront d'ailleurs décider d'ici la fin du Sommet, cet après-midi, de la façon d'assurer le suivi du plan d'aide à l'Afrique, le dossier n'étant pas encore complètement ficelé, selon les autorités canadiennes.

Ainsi, le Canada et les pays européens acceptent de consacrer la moitié de toute aide supplémentaire au développement aux pays africains. « Ce serait raisonnable et juste, a dit M. Chrétien, et ce serait un signe sûr de notre volonté de soutenir et de développer le NPDA », qui veut substituer une politique de partenariat à une politique traditionnelle d'assistance.

Les États-Unis refusent par contre de s'engager sur un chiffre précis, et ce, pour des considérations de politique intérieure. Le Congrès apprécierait peu de voter sur un programme d'aide de cinq milliards de dollars, tel que le demande la Maison-Blanche, en sachant d'avance que la moitié serait consacrée à l'Afrique, et ce, même s'il ne s'oppose pas formellement à ce partage.

Le Japon, de son côté, ne peut même pas y songer, car ses difficultés économiques actuelles le forcent au contraire à diminuer son aide internationale. Mais le pays tentera quand même de rééquilibrer ses programmes en faveur de l'Afrique.

D'autre part, le Britannique Tony Blair favorise un plan qui comprenne le maximum de mesures concrètes et s'oppose à tout texte proposant des principes flous. S'il ressort quelque peu insatisfait de la rencontre du G8, dit-on, il aurait par la suite des annonces précises à faire au nom de la Grande-Bretagne.

Le NPDA (Nouveau partenariat pour le développement en Afrique) est la dernière initiative lancée pour tenter de faire décoller l'économie du continent.



M. Chrétien et le président Chirac hier

Élaboré par le Sénégalais Abdoulaye Wade, le Nigérian Olusegun Obasanjo, le Sud-Africain Thabo Mbeki et l'Algérien Abdelaziz Bouteflika, qui rencontrent aujourd'hui les membres du G8 en compagnie du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, il est présenté comme le premier plan africain pour résoudre les problèmes du continent noir.

Le NPDA souligne que pour réduire de moitié l'extrême pauvreté en Afrique, les pays du continent devront enregistrer une croissance supérieure à 7 % par an pendant 15 ans. Pour atteindre ces objectifs, l'Afrique aura besoin d'un afflux de 64 milliards \$ supplémentaires par an, selon le projet.

Le NPDA a besoin de l'argent des pays riches pour réussir. Il mise sur l'investissement privé, l'aide au développement, l'allègement accéléré de la dette et un meilleur traitement commercial. En contrepartie, les promoteurs du projet promettent de s'engager sur la voie de la bonne gouvernance.

L'Afrique reçoit moins de 1% des investissements étrangers dans le monde, et une grande partie se concentre sur l'extraction des ressources naturelles, tels que les diamants et le pétrole. Depuis 1990, l'aide au développement en faveur du continent a reculé de 43%, à 16,4 milliards de dollars en 2000.

WORLD.COM

Suite de la Une

où l'on croyait avoir tout vu », a de son côté indiqué George Notter, analyste chez Deutsche Bank.

Mardi, WorldCom a fait savoir que son bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) avait été surévalué de près de 65 % en 2001 (10,5 milliards \$ US contre 6,4 milliards \$ US) et de 54 % au premier trimestre 2002 (2,1 milliards \$ US contre 1,368 milliard \$ US). La société explique qu'elle a capitalisé des sorties qui auraient plutôt dû être inscrites à ses dépenses d'exploitation.

Bien que la manipulation ne modifie en rien sa trésorerie, WorldCom a esquivé hier une série de décotes qui amènent le marché à croire qu'elle devra bientôt se réfugier sous la protection de la loi sur les faillites. Les débetures attachées au titre de la société ont plongé en journée de 0,78 \$ US dans le dollar à 0,14 \$.

L'affaire s'ajoute à une série de scandales ayant récemment frappé Wall Street. Enron, Xerox, Adelphia, Global Crossing et QWest sont au nombre des sociétés qui font l'objet d'enquêtes relativement à la tenue de leurs livres. Les maisons d'investissement Crédit Suisse et Merrill Lynch ont également récemment accepté de payer plusieurs millions \$ pour avoir sciemment induit en erreur des investisseurs.

BUSH SOUS LE CHOC

Le président George Bush a qualifié hier « d'outrageantes » les pratiques comptables de WorldCom et promis que le gouvernement allait faire la chasse aux sociétés qui trompent les investisseurs. Le département de la Justice a indiqué qu'il examinait l'affaire.

Fin avril, le président de WorldCom, Bernard Ebbers, a été remplacé à la suite d'une controverse autour de prêts personnels totalisant 408 millions \$ que lui a consentis la compagnie.

Le vérificateur Arthur Andersen a de son côté indiqué qu'il n'était au courant d'aucune dérogation aux règles comptables. L'ancienne société de vérification d'Enron était vérificatrice de WorldCom jusqu'au mois de mai, moment où elle fut remplacée par KPMG. Andersen dit

cependant avoir prévenu la direction de WorldCom que ses états financiers de 2001 « n'étaient pas fiables ».

En Bourse, le secteur de la téléphonie et des équipementiers téléphoniques a particulièrement souffert. Le titre de QWest, un nouveau joueur de la téléphonie, également sous enquête par la Security & Exchange Commission, a cédé 58 %. AT&T a reculé de 3,3 %. Chez les équipementiers, Nortel a perdu 8,7 %, Lucent 19,8 %, Corning 15 % et JDS Uniphase 10,5 %.

« L'événement soulèvera probablement d'autres inquiétudes sur la façon qu'ont les sociétés de télécommunication de rapporter leurs résultats », estime Adam Quinton.

Dans une note expédiée aux clients de Merrill Lynch, l'analyste émet notamment des réserves et qualifie « d'agressive » la tenue de livres de Regional Bell quant à leur fonds de pension.

Les observateurs soutiennent qu'à court terme, l'affaire WorldCom pourrait non seulement affecter le niveau de confiance des investisseurs, mais aussi les dépenses en immobilisation des sociétés de téléphonie, principal marché des Nortel, Lucent, Corning, Exfo et autres.

La maison RBC Marchés des capitaux a revu hier à la baisse ses pronostics pour 2001. Elle qui s'attendait à un recul des dépenses de 37 % en 2002 pour l'Amérique du Nord, s'attend maintenant à ce qu'elles reculent de 41 %. Pour 2003, elles devraient poursuivre sur la lancée et encore reculer de 9 %.

À long terme, estiment cependant des analystes, le retrait éventuel de WorldCom pourrait être bénéfique pour tous. « Une faillite pourrait permettre aux sociétés de téléphonie d'améliorer leur plan d'affaires. Et de meilleurs plans d'affaires seraient une bonne nouvelle pour les équipementiers », a dit M. Notter.

« L'industrie fait face à des surplus de capacité et des prix instables qui pressurisent même les télécommunicateurs en santé. Nous croyons que les échecs d'entreprise et la consolidation des réseaux sont les éléments qui peuvent permettre la reprise la plus rapide de l'industrie », écrit la maison Crédit Suisse First Boston.

PROMENADE

Suite de la Une

croisière sont au quai... de la gare maritime Champlain, à l'Anse au Foulon, et non à Pointe-à-Carcy. « Dans cinq ou six ans, ils seront rendus là », souriait Pierre Boucher, une façon d'occulter sa mésaventure avec Ross Gaudreault du Port de Québec. « Nous avons présenté notre projet global au Port de Québec et nous avons reçu un bon accueil », dit M. Boucher. Sauf que les navires n'y étaient pas...

« Cap-Blanc retrouvera son accès au fleuve à l'anse Brown », se réjouissait la ministre Agnès Maltais, députée de Taschereau.

Enterrée la mésaventure chronique sur le boulevard Champlain entre le ministère des Transports et la CCNQ: on parle de collaboration et on rend hommage au ministre Jacques Baril... La quasi-autoroute deviendra un gentil petit boulevard en se tassant sur deux km, côté Sillery, rétréci mais à quatre voies avec carrefours giratoires au pied des côtes Ross, De l'Église et Gilmour.

Un autre gouvernement et le projet tombe à l'eau? M. Boucher est confiant. Le projet suscite l'adhésion des députés de la région, tous partis confondus, et la population le réclame. Pour le gouvernement, dit un ministre, le commencer, c'est s'obliger à continuer même si ça prend une dizaine d'années!

Impressionné, Léonce Naud, de la Société des gens de baignade, n'a qu'un souhait: que l'accès à la plage du Foulon soit gratuit!

CABINET

Suite de la Une

mardi, de Mathieu Santerre, qui, pour des raisons idéologiques, a quitté son poste d'attaché politique au cabinet du premier ministre Bernard Landry.

Selon une autre personne qui œuvre depuis plusieurs années dans des cabinets politiques de la colline parlementaire, le roulement de personnel politique n'est pas plus important cette année qu'il ne l'a été au cours de la même période l'an dernier ou la précédente.

Il faut comprendre que, dans ce milieu, les changements de carrière se font généralement à la fin d'une session parle-

mentaire, en décembre et en juin. Les membres de l'entourage des ministres ont en effet des tâches qu'ils ont à cœur de mener à terme, qu'il s'agisse d'une loi ou d'une réglementation à faire adopter, ou de tout autre projet à finaliser avant les périodes des vacances.

La tâche d'un chef de cabinet ou d'un attaché politique comporte un niveau d'insécurité et une exigence de disponibilité qui font généralement que la même personne exerce rarement la même fonction pendant plus de deux ou trois ans. À l'approche d'une période électorale, ces militants sentent aussi se multiplier les contraintes sur leur vie personnelle et familiale.

LE SOLEIL

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344
	1-866-686-3344
Carrières et professions	686-3270
Petites annonces	844-4444
Promotion	686-3342
Publicité détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
Renseignements	686-3233

www.cyberpresse.ca

925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est publié et édité par LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada inc., membre de Gesca Itée. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Randin, à Québec, par Imprimerie Canada, une division de 3834301 Canada inc. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

LE SOLEIL

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344
	1-866-686-3344
Carrières et professions	686-3270
Petites annonces	844-4444
Promotion	686-3342
Publicité détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
Renseignements	686-3233

LOTO QUÉBEC Résultats
Tirage du 2002-06-26

1^{er} numéro: 776967
25 000 \$ décomposable

2^e numéro: 111269
100 000 \$ TELE non décomposable

3^e numéro: 900449
50 000 \$ décomposable

4^e numéro: 018940
100 000 \$ décomposable

LOTO QUÉBEC Résultats
Tirage du 2002-06-26

02 10 20 25 44 48
Complémentaire: (27)

LOTO QUÉBEC Résultats
Tirage du 2002-06-26

24 25 35 41 42 46
Complémentaire: (08)

LOTO QUÉBEC Résultats
Tirage du 2002-06-26

05 06 13 17 20 21 23 27 28 29
39 40 42 55 56 57 61 66 67 68

LOTO QUÉBEC Résultats
Tirage du 2002-06-26

3 4
NUMÉRO: 068 8708

LOTO QUÉBEC Résultats
Tirage du 2002-06-26

NUMÉRO: 846043

SOLDES ACTUELS

LES CAMIS TWIK PLEIN SOLEIL À DES PRIX FOUS !
Ça c'est totalement Twik...des camis pure mode à profusion dans une sélection complète de tailles et de coloris pour tous les jours de l'été.



11.99 LA RAYÉE GRAPHIQUE
Twik prend le large...cap sur les vacances dans une cami pur coton à larges rayures nautiques en marine et blanc ou rouge et marine. T.p.p.m.g.tg. Une exclusivité.
rég. 16.00



11.99 LA RAGLAN BASE-BALL
Une cami pur coton, épaules en contraste. Tons dominants de blanc, vert pomme, marine, rouge foncé, bleu ciel. P.m.g.
rég. 18.00



14.99 L'ASTRO TWIK
Signe par signe, la collection est complète. Choisissez la vôtre, dessinée en pierres blanches sur noir. Pur coton. T.p.p.m.g.
rég. 20.00



11.99 LA DENIM CORSET
Elle s'inspire de la lingerie avec son tricot stretch coton et lycra et ses surpiqures blanches en contraste sur bleu denim. Une exclusivité Twik. T.p.p.m.
rég. 18.00

ACTUALITÉS

3^e Juillet
Toute une histoire
à raconter

Retour à la plage du Foulon

Dès 2004, les Québécois retrouveront leur bassin « baignable » comme en 1950

ROBERT FLEURY

RFleury@lesoleil.com

■ Les Québécois retrouveront leur fameuse plage du Foulon en 2004! Une plage baignable avec bassin d'eau filtrée et protégé, entourée d'une plus grande plage ouverte sur le fleuve. Une plage comme celle qui a fait les beaux jours des résidents de la capitale il y a 50 ans!

C'est sans doute la pièce maîtresse de la promenade Samuel-de-Champlain que la Commission de la capitale nationale entend réaliser par tranches d'ici 10 ans. À condition de recevoir le financement promis.

La promenade Samuel-de-Champlain comptera cinq stations: Victoria, au quai Irving; du Jardin, entre les côtes à Gignac et de l'Église; Sillery, au pied de la côte de l'Église; du Foulon, entre la côte Gilmour et le quai Frontenac et de la Garde, près de l'anse Brown.

La voie ferrée est maintenue. On rêve d'y mettre en service un train touristique panoramique de l'Aquarium au Vieux-Port sinon un tramway desservant la tête des ponts sur les deux rives. Il faudra une étude de faisabilité, mais la CCNQ en laissera la mise en œuvre au Réseau de transport de la capitale (RTQ). Le CN accepterait d'abandonner son tronçon Champlain en dirigeant son trafic portuaire vers le tunnel ferroviaire du CP au pied de la côte Gilmour.

La piste cyclable multifonctionnelle passera près du fleuve, entre la promenade et le boulevard. On propose de faire l'essai d'une navette fluviale pour cyclistes et piétons en belle saison entre le quai Irving et Saint-Romuald.

BOULEVARD DÉPLACÉ

Le boulevard Champlain serait déplacé vers la falaise, face aux installations Irving. Un marais d'importance sera créé, une promenade sur pilotis l'enjambrerait sur un demi-



La promenade Samuel-de-Champlain comptera 5 stations: Victoria, au quai Irving; du Jardin, entre les côtes à Gignac et de l'Église; Sillery, au pied de la côte de l'Église; du Foulon, entre la côte Gilmour et le quai Frontenac et de la Garde (croquis ci-haut), près de l'anse Brown.

kilomètre. Les 74 arbres plus que centenaires du boisé Irving seraient mis en valeur.

Entre les côtes à Gignac et de l'Église, le boulevard Champlain sera déplacé vers le nord sur 1,3 km. Des sculptures y seront érigées et des arbres brise-vent plantés. La maison des Jésuites sera remise en valeur. L'habitation du chemin du Foulon sera densifiée.

Au pied de la côte de l'Église, une aire d'habitation, de restauration et d'hébergement sera aménagée. Une promenade piétonne de 1 km s'étendra sur l'enrochement des berges entre le parc riverain de l'anse de Sillery et l'anse Saint-Michel. Les ateliers municipaux de Sillery serviront de stationnement.

La plage du Foulon sera double: une partie protégée du fleuve avec

eau filtrée et baignable, une autre plus large, capable d'accueillir 7000 visiteurs. Mais tout sera inondé lors des grandes marées, ne formant plus qu'une seule et grande plage! La marina sera réaménagée, on y ajoutera une descente pour canots face à la côte Gilmour.

L'anse Brown sera intégrée au parc Notre-Dame-de-la-Garde, le quai réaménagé.

La pièce maîtresse de la promenade Samuel-de-Champlain, que la Commission de la capitale nationale entend réaliser en 10 ans

MORATOIRE À L'INDUSTRIE PORCINE

Des brèches apparaissent à la base de l'Union paysanne

ANNE-LOUISE CHAMPAGNE

ALChampagne@lesoleil.com

Des fissures sont apparues à la base même de l'Union paysanne, au lendemain du règlement imposant un moratoire à l'industrie porcine.

Un document parvenu anonymement au SOLEIL fait état de la démission de Catherine Gorreta de son poste de représentante de la région de la Montérégie. L'Union paysanne compte des représentants dans 17 régions au Québec.

Ce document est en fait une copie de deux messages électroniques, dont l'un constitue une lettre de démission adressée aux représentants régionaux et aux délégués de la Montérégie.

« Pour avoir exprimé mon désaccord sur le contenu enjoué et fort complaisant de Roméo (Bouchard) aux médias — sans consultation des membres actifs — dans ce dossier précis (le règlement), j'ai subi les foudres de Roméo ne laissant aucune place à la discussion démocratique. Je le cite: "Tu n'as rien

compris, c'est moi qui décide et si mon message a été mal interprété par plusieurs comités et membres, c'est que tu as mal fait ton travail". »

M^{me} Gorreta voit s'installer une « pensée unique au sein de l'UP », et se dit « au regret de (se) désolidariser de cette Union ». « Par contre, continue-t-elle, je reste très active et continue le combat en coalition de citoyens également. »

En réponse à ce courriel de démission, le représentant du Bas-Saint-Laurent, Antoine Gendreau-Turmel, écrit qu'il trouve « navrant » que M^{me} Gorreta quitte ainsi l'Union paysanne. Il ajoute qu'il est d'accord au sujet de l'attitude autoritaire de M. Bouchard, et sur le « déficit démocratique qui s'installe dans l'Union paysanne ». Mais il insiste sur le fait que « l'Union paysanne, c'est

l'outil qu'on s'est donné pour changer la ruralité au Québec ». Il incite la représentante démissionnaire à « reprendre son poste, afin de travailler à l'interne pour le changement vers une union plus démocratique, où la concertation et la recherche du

consensus vont de soi. » M^{me} Gorreta ne pouvait pas être jointe au téléphone hier.

Roméo Bouchard, président de l'Union paysanne, n'a pas démenti la démission. « Elle a démissionné de son poste de représentante régionale », précise-t-il.

« Ici, on respecte l'allégeance de nos membres à des comités de citoyens, a-t-il réagi. On n'exige pas de tous les membres de penser comme nous. »

La démission de M^{me} Gorreta s'inscrit en opposition avec la réaction première de M. Bouchard au Règlement sur les exploitations agricoles, le 13 juin. Au SOLEIL, il avait dit être « heureux et surpris » du moratoire de deux ans sur la construction de nouvelles porcheries, et des audiences du BAPE sur le développement durable de l'industrie porcine au Québec. Ce dernier élément constituait, pour M. Bouchard, un acquis qui allait permettre de continuer la lutte. Par contre, il disait s'inquiéter de certains éléments du règlement, sur lesquels il a mis encore plus de vigueur, hier. « Les médias ont mis en veilleuse les réticences trop fortes », a-t-il plaidé.



Le président de l'Union paysanne, Roméo Bouchard

Hier, M. Bouchard a insisté sur un effet méconnu du règlement, soit le fait que les projets de nouvelles porcheries soumis avant le 1^{er} mai ne soient pas sous le coup du moratoire. Des cas ont été soulevés la semaine dernière durant une manif à Montréal. « Je comprends la réaction des membres qui sont viscéralement confrontés à ces nouvelles constructions, malgré le moratoire. »

M. Bouchard craint aussi que la fin

du moratoire, dans deux ans, signifie la reprise incontrôlée du développement de l'industrie porcine. L'Union paysanne ne doit pas « relâcher la pression », et doit établir le plan d'action pour les prochains mois.

« Le moratoire, c'est aussi un moyen de détourner l'attention avant les élections », a-t-il ajouté.

Il y aura une rencontre du conseil de concertation de l'Union paysanne demain.

Investissez dans les métaux précieux.

Programme de location spécial Infiniti

Le QX4. Location à partir de 499\$ par mois*
Frais de transport et de préparation inclus.

Le QX4 «édition Platine». Location à partir de 539\$ par mois*
Frais de transport et de préparation inclus.

INFINITI
QUÉBEC

5250, rue John-Molson, autoroute Henri IV, sortie 140
658-3535



DE RETOUR SAINS ET SAUFS D'AREQUIPA

Les jeunes n'ont pas été des témoins passifs au Pérou

MONIQUE GIGUÈRE
MGiguere@lesoleil.com

Ils ne le crient pas sur les toits. Mais Andrée-Anne a vendu la mèche. Nos cinq jeunes Magnymontois, confinés pendant sept jours à leur hôtel à Arequipa, ne sont pas restés des témoins passifs des émeutes qui ont secoué la deuxième ville en importance du Pérou. Ils sont descendus dans la rue, se sont joints aux manifestants et sont entrés dans la chaîne humaine qui a fait passer les briques de main à main pour construire un muret et bloquer la circulation.

Retrés sains et saufs, hier, de leur tumultueuse aventure d'un mois au Pérou, Andrée-Anne Corbin, Marjolaine Raby, Marie-Ève Bernier, Sylvain Lafrière et Alain Couillard, tous de la région de Montmagny, ont été accueillis à l'aéroport Jean-Lesage avec des gerbes de fleurs, une trentaine de parents et amis impatients de les tenir dans leurs bras et beaucoup d'appareils photo pour immortaliser l'événement.

Heureuse et soulagée d'être de retour, Andrée-Anne Corbin a volontiers parlé de son expérience. « Les manifestations se déroulaient de façon plutôt pacifique malgré une poignée de casseurs qui lançaient des pierres. On sentait que les gens étaient heureux qu'on comprenne les raisons de leur révolte », confie l'étudiante qui confirme que c'est un projet de privatisation du réseau public d'électricité qui a mis le feu aux poudres et précipité les gens dans la rue.

Première des cinq vedettes québécoises du vol 4076 de Continental Airlines à faire son apparition dans la salle où on les attendait depuis une bonne heure, Marjolaine Raby, 19 ans, dit avoir compris que les gens d'Arequipa protestaient non seulement contre la privatisation de l'électricité, mais aussi de l'eau. « Il était question de compagnies belge, néerlandaise ou colombienne. Je ne sais trop. Mais non, le nom d'Hydro-Québec n'a jamais été prononcé à ma connaissance », répond-elle au SOLEIL qui l'interrogeait sur des rumeurs d'implication de la société d'État québécoise.



Andrée-Anne Corbin, 19 ans, se destine à l'anthropologie. Nul doute qu'elle sera de retour au Pérou.

Le plus gros stress, Marjolaine l'a vécu le jour où le « quintette » avait prévu partir pour Cuzco et, de là, à Machu Picchu. « On est arrivé à la gare et les autobus ne circulaient plus. Les gens nous ont prévenus qu'il y avait du danger, de ne pas nous éloigner. Nous sommes rentrés à l'hôtel mais nous n'avons quand même pu échapper aux gaz lacrymogènes. J'avais les yeux et la gorge qui me brûlaient », raconte l'étudiante du Centre d'études collégiales de Montmagny (CECM).

Marjolaine minimise le danger. « On a vu des gens qui faisaient du grabuge, qui mettaient le feu à des amas de pneus. Il y avait aussi le couvre-feu à partir de 22h. Mais à aucun moment on a craint pour nos vies. Le plus difficile était de ne pas savoir à quoi s'en tenir. De se demander quand et comment on pourrait sortir de là », enchaîne-t-elle.

Pour le reste, la jeune femme n'a que du bien à dire du personnel de l'Hôtel Ambassador et de la population qui essayait de les rassurer. « Arequipa est une ville touristique peuplée de gens habitués aux étrangers. Tout le monde voulait nous aider », raconte encore Marjolaine qui n'a pas davantage eu à se plaindre du comportement des forces de l'ordre.

L'AMBASSADE N'A RIEN FAIT

Mais c'est sans l'aide de l'ambassade du Canada à Lima que les cinq jeunes Québécois ont quitté Arequipa pour gagner la capitale où ils ont séjourné une semaine avant de s'envoler pour le Canada.

« L'ambassade n'a rien fait pour nous, corrige Andrée-Anne Corbin, sinon deux coups de fil pour s'enquérir de la situation à Arequipa et maintenir le

contact entre nos parents et nous. On s'est débrouillés seuls. Par nos propres moyens. C'est nous qui avons payé nos billets pour Lima. »

Les événements d'Arequipa ont presque fait oublier aux jeunes Magnymontois leur stage d'aide humanitaire d'une vingtaine de jours à Piura, au nord du pays. Là, ils ont participé à la démolition de vieux bâtiments et à des travaux de terrassement pour relocaliser la Fondation Gaudium qui s'occupe d'une quarantaine d'enfants en déficit d'apprentissage. « Avec le recul, je crois que nous avons bien travaillé et que cela a été utile », résume Andrée-Anne Corbin.

Bref, les jeunes ont vu leurs vacances à Cuzco et Machu Picchu compromises. Mais comme le dit Andrée-Anne : « Cuzco ne s'envolera pas. C'est partie remise. »

La violence inquiète les parents

LORRAYNE ANTHONY
Presse canadienne

TORONTO — Plus d'un parent canadien sur quatre estime que les enfants sont exposés souvent ou tout le temps à la violence, et ils se préoccupent surtout de la violence dans les médias et à l'école, selon un récent sondage.

Quatre-vingt-trois pour cent des parents se sont dits inquiets — 43%, très inquiets — de la violence au petit et au grand écran. La violence à l'école préoccupait 83% des parents, et 37% se disent très préoccupés.

Les résultats de cette étude ont été présentés à un forum national, à Toronto, hier. L'enquête a été effectuée entre décembre 2001 et janvier 2002 auprès de 1021 parents au pays. Elle a été conçue par le Conseil canadien de développement social et Services à la famille-Canada, et parrainée par Nestlé Canada.

Plus de 65% des parents se sont dits inquiets de la violence dans leur communauté, et 68% préoccupés par la violence des jeux informatiques et vidéo, et dans Internet. Les parents se tracassaient moins pour les bagarres entre frères et sœurs (7%) et les sports encourageant l'agressivité (13%).

Le même jour, Statistique Canada dévoilait un rapport sur la violence familiale qui indiquait que près du quart de toutes les agressions signalées à la police, tant physiques que sexuelles, étaient commises contre des enfants ou des adolescents.

Plus de la moitié (52%) des victimes chez les enfants et les adolescents avaient été agressées par des connaissances. Près de la moitié (49%) des moins de 18 ans, agressés sexuellement, l'avaient été par des gens qu'ils connaissaient.

Les données montrent que 23% des enfants et adolescents ayant fait l'objet d'agressions physiques, et 30% des jeunes victimes d'agressions sexuelles, avaient été agressés par des membres de leur propre famille. Par ailleurs, 19% des enfants et des adolescents agressés physiquement, et 20% de ceux qui avaient été l'objet d'agressions sexuelles, avaient été la cible d'étrangers.

1570187

HÉRITIER DE NOTRE PLANÈTE.
VOICI LE FREELANDER.

Automobile Magazine
Vainqueur de prix All-Star 2002 dans la catégorie Meilleur véhicule utilitaire sport compact

1570187

FREELANDER S
TOUT ÉQUIPÉ À PARTIR DE **35 400 \$**

À la location
Baill de 48 mois
399 \$ par mois

3,9 %
TAUX DE LOCATION

LE DERNIER-NÉ DE LAND ROVER est issu d'une longue lignée de voyageurs — des véhicules conçus pour atteindre les endroits les plus reculés de la planète. Rien d'étonnant, donc, à ce qu'il possède d'impressionnantes caractéristiques, comme un moteur V6 et la traction intégrale permanente. Les déplacements sur route et hors route font partie de son héritage, grâce aux freins antiblocage tout terrain à quatre canaux et au système de régulation électronique de la traction. Et tout comme ses prédécesseurs, il reçoit déjà les honneurs en remportant le prix All-Star 2002 dans la catégorie Meilleur véhicule utilitaire sport compact décerné par l'Automobile Magazine. Mais avec un prix à partir de 35 400 \$, le Freelander tient également un peu du rebelle.

Les plus grands voyageurs que la terre ait portés.

AutoCollection
de Québec
175, rue Marais, Vanier 683-4451 www.autocollectiondequebec.com

LE NOUVEAU FREELANDER DISCOVERY RANGE ROVER
L'EXPERIENCE LAND ROVER

1570217

d'activités

Activités sociales
École de danse Yvon Martel
Cours en groupe et sur mesure. 624-2007. 530 B, 63e Rue Est, Charlebourg. Samedis dansants pour fervents. Membres ou autres, 20h à 1h, 6\$, 13 juillet, 10 et 24 août, 7 et 21 sept., 12 et 26 oct., 9 et 23 nov., 7 déc. Salle communautaire, 195, de la Rivière, Loretteville. Lorette et Yvon, 523-7251.

Théâtre et spectacle
Nouveauté
L'Espace Félix Leclerc:
Ouverture officielle le 24 juin 2002 de la salle de spectacle et de la médiathèque consacrée à Félix Leclerc. Une façon originale de soutenir le passé tout en encourageant le milieu artistique actuel, **commanditez différents articles de notre mobilier** (table, chaise) et obtenez une plaque en cuivre à votre nom sur celui-ci et assurez-vous de **nombreux avantages** (jusqu'à 20% de réduction sur les billets de spectacles à venir). Pour réserver votre mobilier 418-686-3375, demandez Cindia.

Les Productions à Tour de rôle présentent Vie de chat
Comédie de Steve Laplante. Théâtre professionnel. Du 9 juil. au 17 août. Jusqu'au 14 juil. réservez par carte de crédit, économisez 4\$/billet. Au théâtre La Molière de Carleton, un endroit magique entre mer et montagne. Inf. et rés. : 418-364-7154 ou prole@globetrotter.net

Vieux Clocher de Magog :
"Michel Mpambara" mar. au sam. du 25 juin au 6 juil. "Laurent Paquin" mar. au sam. du 9 au 27 juil. "Maxim Martin" dim.-lun. du 21 juil. au 19 août. "François Morency" mar. au sam. du 30 juil. au 31 août et ven.-sam. du 6 au 21 sept. 20h30. Rés. (819) 847-0470. 64, Merry N., Magog. **VIEUX CLOCHER DE SHERBROOKE** : "Patrick Groulx" ven.-sam. du 28 juin au 3 août. "Louis-José Houde" ven.-sam. du 9 août au 7 sept. 20h30. Rés. (819) 822-2102, Galt O. Sherbrooke.

Si vous désirez annoncer dans cette rubrique chaque jeudi, communiquez avec le Telemarketing au 686-3377 ou 1 800 318-3378, télécopieur: 686-3370 ou triskell@lesoleil.com

« Le Soleil, ça fait partie de la maison, c'est notre petit quotidien, notre outil à nous pour se documenter, pour nos sorties. »
Johanne Gagnon
St-Augustin-de-Desmaures

1580212

Québec
Association touristique Chaudière-Appalaches
1 888 831-4411 • www.chaudapp.qc.ca

Le Schiste de Burgess, le big-bang de la vie

Une découverte qui a complètement modifié la vision de l'évolution de la vie sur Terre!

Une exposition itinérante du Smithsonian Institution (SITES) au Musée minéralogique et minier de Thetford Mines
www.mmmmtm.qc.ca
(418) 335-2123

En collaboration avec le Ministère de la Culture et des Communications du Québec

Forfait Musée - Mine - Hébergement
Comfort Inn (418) 338-0171 • Balmoral 1-800-561-5921
Tourisme Amiante (418) 335-7141

600 000\$ à la Fondation de l'Université du Québec

MICHELE LAFERRIERE
MLaferriere@lesoleil.com

Mue par la préoccupation de se bâtir une relève, Hydro-Québec versera 600 000 \$ à la Fondation universitaire de l'Université du Québec, dont plus de 100 000 \$ seront destinés à des bourses d'excellence.

La nouvelle a été annoncée hier matin, au siège social de l'UQ, dans Saint-Roch, en présence de représentants d'Hydro-Québec, de l'Université du Québec et de sa fondation universitaire. « Nous portons tous les deux le nom du pays que nous habitons », a rappelé le président de l'UQ, Pierre Lucier, dans un témoignage de reconnaissance à Michel Dubé, directeur du service à la clientèle chez Hydro. « Merci d'investir dans les ressources les plus précieuses, les ressources humaines, pas hydroélectriques », a badiné M. Lucier.

Grâce à ce don, cinq finissants de niveau collégial recevront une bourse annuelle de 3000 \$, renouvelable au maximum 10 fois. Conditions requises: des études à temps plein et sans interruption. Les candidats devront avoir obtenu des résultats supérieurs à la moyenne et poursuivre leurs études dans le réseau de l'UQ, en génie civil, en génie mécanique ou en administration des affaires.

« Ces bourses couvriront les frais de scolarité et la quasi-totalité du matériel, a résumé Pierre Lucier. Ça élimine les premières factures. » En évoquant la persévérance dans les études, il a échappé un aphorisme digne de La Palice: « Y a rien comme de les faire pour les réussir! »

Actuellement, chez Hydro-Québec, la moyenne d'âge est de 45 ans. Déjà, de nombreux départs à la retraite sont annoncés. D'ici 2014, la société d'État prévoit embaucher 10 000 nouveaux employés. Elle fait face à la concurrence de nombreuses entreprises, elle veut conserver son expertise et sa renommée internationale. Sa préoccupation de la relève explique son engagement dans la Fondation universitaire de l'UQ.



Le sculpteur Benoi Deschênes, à droite, offre une rose à Sacha Trudeau, le fils de l'ancien premier ministre Pierre Elliott Trudeau, dont la statue a été dévoilée, hier, au musée des Anciens Canadiens.

SAINT-JEAN-PORT-JOLI

Trudeau fait son entrée au musée des Anciens Canadiens

SYLVAIN FOURNIER
Collaboration spéciale

SAINT-JEAN-PORT-JOLI — La statue en bois, grande nature, de Pierre Elliott Trudeau est venue rejoindre celle de René Lévesque, hier, au musée des Anciens Canadiens de Saint-Jean-Port-Joli.

À la demande de M. Camille Michaud, propriétaire du musée, le sculpteur Benoi Deschênes a réalisé la statue en bois de tilleul d'Amérique de près de six pieds de hauteur de celui qui fut premier ministre du Canada de 1968 à 1979 et de 1980 à 1984.

Invité pour l'événement par le député fédéral Gilbert Normand, Sacha Trudeau, fils du célèbre politicien, a procédé au dévoilement de l'œuvre. C'est avec émotion que le jeune homme de 28 ans, cinéaste de profession, a dit apprécier ce geste dédié à la mémoire de son père. « Il aurait été très fier d'être ainsi honoré dans la patrie de Philippe-Aubert de Gaspé, l'un de ses écrivains préférés », a souligné Sacha Trudeau. Le cadet du populaire couple Trudeau-Sinclair était bien jeune à l'épo-

que du Trudeau sculpté par Benoi Deschênes. La statue représente l'homme dans les années 70, fleur à la boutonnière, à l'époque de la « Trudeau-manie », a dit l'artiste, qui est aussi directeur de l'école de sculpture de Saint-Jean-Port-Joli.

Pour le propriétaire du musée des Anciens Canadiens, qui inaugurerait, il y a deux ans, la statue de René Lévesque réalisée par le sculpteur Jacques Bourgaull, il allait de soi que prenne place dans la salle d'exposition principale la sculpture de l'un des personnages qui a marqué le plus la politique canadienne au XX^e siècle.

Grâce à une contribution de 5000 \$, provenant de l'enveloppe discrétionnaire du député Gilbert Normand, le projet de Camille Michaud a pu être réalisé à sa pleine grandeur. Le sculpteur Benoi Deschênes avait produit l'an dernier un Trudeau de deux pieds de hauteur pour sa collection de grands personnages contemporains.

Cette idée a mis la puce à l'oreille de Camille Michaud, qui n'entend cependant pas inaugurer, dans un avenir rapproché, d'autres statues de personnages importants pour son musée.

HERTEL-DES CANTONS Hydro-Québec s'explique aujourd'hui

LOUIS TANGUAY
LTanguay@lesoleil.com

Tout indique que les décrets fixant les conditions pour la construction par Hydro-Québec du controversé dernier tronçon de la ligne électrique de 735kV Hertel-Des Cantons ont été adoptés hier, même si aucun des ministres concernés n'a accepté de commenter le débat qui s'est tenu à des- sus au cabinet.

« Aucune déclaration, aucune information », s'est contenté de répondre le porte-parole du premier ministre Bernard Landry aux journalistes qui ont fait inutilement le pied de grue pendant plus d'une heure à la sortie du Conseil des ministres, dans l'espoir d'une réaction à la manchette du SOLEIL d'hier.

Chez Hydro-Québec, on n'avait reçu en fin de journée aucune nouvelle de la décision des ministres. On a cependant confirmé pour aujourd'hui à 14 h 30 la tenue d'une conférence de presse pour expliquer les modalités techniques de la deuxième phase des travaux qui a été bloquée par un jugement en 1999. Il est aussi question d'une conférence de presse que le ministre de l'Environnement André Boisclair pourrait tenir sur ce sujet dès aujourd'hui.

L'ingénieur Roger Nicolet, qui a été chargé de faire des recommandations au gouvernement à la suite du sinistre du verglas de l'hiver 1998 et du déluge du Saguenay en 1996, est par ailleurs arrivé tôt hier à l'édifice Honoré-Mercier, où le cabinet était réuni. Il a alors affirmé que la construction qui a été l'objet d'une contestation soutenue de citoyens de la région « améliorerait la sécurité de l'approvisionnement sur toute la région de la Montérégie ». « Je n'ai aucune raison de changer l'évaluation que nous avons faite à l'époque », a-t-il ajouté. Le Bureau d'audiences publiques en environnement (BAPE) a plus tard statué que la nécessité d'une nouvelle ligne à haute tension pour sécuriser ce qu'on a alors baptisé le triangle du verglas n'était pas démontrée.

Hydro-Québec confirme l'embauche de Gilles Baril

Hydro-Québec a confirmé hier qu'à compter de septembre, l'ex-ministre péquiste des Ressources naturelles et des Régions, Gilles Baril, deviendra directeur d'Hydro-Québec International au Chili, comme l'avait annoncé LE SOLEIL, mercredi. M. Baril a été sélectionné en fonction de sa connaissance de la langue espagnole et du marché de l'énergie sud-américain. Embauché pour deux ans, M. Baril aura le mandat d'effectuer un suivi des aspects réglementaires des activités d'Hydro-Québec dans ce pays d'Amérique du Sud. (PC)

Place à la Jeunesse avec Animation Radio X

Venez vous amuser sur la terrasse UNIBROUÉ de l'Hippodrome de Québec



Spectacle de courses
jeudi 19h et dimanche 18h30



À GAGNER un téléviseur 13" Chaque jeudi et dimanche

Animation musicale
Tirages

1,98\$

- ✓ Braclet d'accès
- ✓ Bière et vin
- ✓ Ailes de poulet (5)
- ✓ Rouleaux impériaux NOUVEAU
- ✓ Crevettes de Matane NOUVEAU

98¢

- ✓ Hot-dog
- ✓ Pointe de pizza
- ✓ Sushi NOUVEAU
- ✓ Boisson gazeuse

FRUITS DE MER

BUFFET GASTRONOMIQUE

Maintenant le jeudi, samedi et dimanche

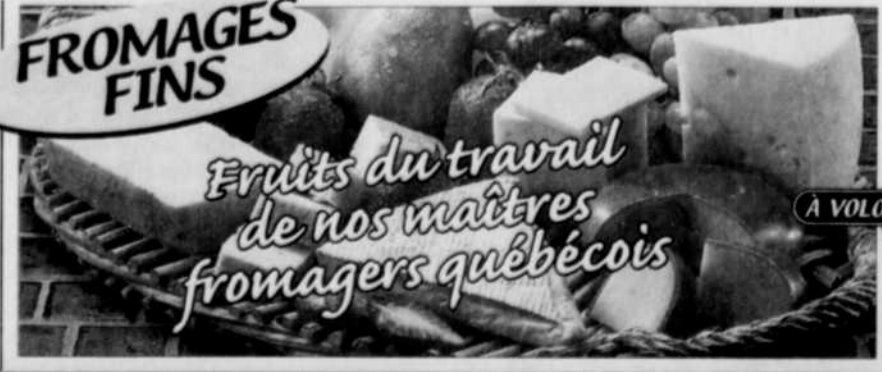
Choix de plus de 15 fromages fins du Québec



En vedette:

- Sushis • Pattes de crabe des neiges
- Crevettes de Matane • 1/2 homard (par personne)
- Saumon fumé • Moules

FROMAGES FINS



Fruits du travail de nos maîtres fromagers québécois

A VOLONTÉ 23,95 \$ 2\$ de plus en prime

Salle à manger dans un environnement sans fumée

HIPPODROME DE QUÉBEC

Réervations 524-5283

LE QUÉBEC ET LE CANADA

SOMMET DU G8 À KANANASKIS



La police n'a procédé qu'à une seule arrestation à Ottawa, hier.

Des manifs plutôt calmes à Ottawa

La route d'accès à Kananaskis bloquée

(PC et AFP) OTTAWA — Le mauvais temps et l'énorme déploiement des forces policières n'ont pas découragé les quelques milliers de manifestants rassemblés à Ottawa, hier, pour dénoncer de multiples causes, dont la réunion des pays du G8 qui se déroule à Kananaskis, en Alberta.

Sous les regards des policiers à vélo, à pied et même en hélicoptère, les marches prévues se sont ébréchées sans retard et sans trop de débordements. Les manifestants, affublés de leur attirail habituel — foulards, cagoules, souliers de marche et pancartes aux divers slogans — ont marché pendant plus d'une heure avant d'emprunter des tactiques un peu plus violentes pour faire passer leur message. Leur présence a eu pour effet de causer des bouchons de circulation, mais leur passage a causé peu de dommages.

En milieu d'après-midi, les protestataires ont convergé devant le parlement, dont les lampadaires, panneaux de signalisation et bancs avaient été remis afin d'éviter de servir de projectiles ou de cibles. Suivant un trajet improvisé dans les rues du centre-ville, les manifestants s'en sont pris d'abord à l'édifice de la Banque Toronto Dominion, près du parlement, une bouteille remplie de peinture causant un peu de dommages aux vitres et prenant par surprise les clients se trouvant à l'intérieur. Ils se sont par la suite retrouvés devant une maison abandonnée qu'ils ont « occupée », espérant la transformer en refuge pour la nuit à venir. À cet endroit, une voiture de police a eu ses vitres fracassées, mais aucun policier ne se trouvait à l'intérieur à ce moment.

Les médias n'ont pas échappé à la vague humaine. Une camionnette de reportage du réseau TVA s'est retrouvée la cible d'artistes en herbe qui ont ajouté des couleurs à la peinture originale.

Quelques-uns ont renversé des boîtes de journaux sur leur passage. D'autres ont lancé des balles de golf en direction de fenêtres d'édifices publics, sans toutefois causer des dommages. En fin de journée, le groupe s'était donné rendez-vous devant l'ambassade des États-Unis afin de dénoncer le « terrorisme » américain. Ils ont essayé, en vain, de mettre le feu à un drapeau détrempe des États-Unis. Ils auront été plus chanceux avec une effigie du président George Bush.

Plusieurs commerces et bureaux avaient prévu le coup, se souvenant très bien des manifestations de novembre dernier lors de la réunion du G20 dans la capitale fédérale. Plusieurs avaient barricadé les fenêtres des édifices.

Dans le parc où les protestataires se rassemblaient, avant que la marche ne débute, la police a procédé à une arrestation. Alors que les forces de l'ordre tentaient de mettre la main sur un individu en probation sous condition de ne pas participer à une manifestation, un autre individu s'est interposé, a expliqué la police d'Ottawa. C'est ce dernier

qui a pris la route du poste de police, l'autre profitant de l'échauffourée pour s'éclipser.

On pouvait lire par exemple sur les pancartes, dénonçant surtout les effets du capitalisme et le pouvoir des grandes entreprises : « À bas le G8 », « Notre monde, nos rues », « Indépendance pour l'Afrique ».

À CALGARY

Par ailleurs, à Calgary, quelque 300 manifestants antimondialisation protestant contre la tenue du G8 ont bloqué mercredi soir pendant trois heures la route d'accès à Kananaskis, la station des Rocheuses canadiennes où se déroule le sommet du G8, a indiqué un porte-parole des forces de police assurant la sécurité de la réunion.

De 18h00 à 21h00, heure locale, les militants se sont assis sur la route au premier barrage de police contrôlant l'unique voie d'accès à la station, a précisé Alice d'Anjou.

Plus tôt, les manifestants ont bloqué des diners dans un restaurant McDonald's du centre-ville. Environ 200 d'entre eux se sont arrêtés devant la succursale de la multinationale du hamburger, cible privilégiée des militants anticapitalistes depuis des années. Une trentaine, certains portant foulard et verres protecteurs pour se masquer le visage, ont formé une chaîne afin de bloquer l'entrée de l'établissement. Le blocus a duré 30 minutes et s'est terminé quand la police, qui s'était interposée, est entrée dans le restaurant et a fait sortir les gens par une autre porte. Les clients qui se trouvaient à l'intérieur en ont été quittes pour une petite frousse. L'incident est ce qui se rapproche le plus d'un acte de violence depuis que les manifestations contre le Sommet du G8 ont débuté, à Calgary, dimanche. D'autres manifestations ont été bruyantes, parfois ludiques, mais jamais violentes. Les protestataires souhaitent que les plus puissants chefs de la planète se penchent sur le sort des pauvres.

Au cours d'un pique-nique, en après-midi, plusieurs centaines de militants ont délaissé leurs masques à gaz et leurs lunettes de protection pour se lancer des frisbees et faire voler des cerfs-volants dans une atmosphère de fête, par une chaleur écrasante. S'adressant à la foule, le chanteur Bruce Cockburn s'est dit impressionné par l'absence de violence. Il a parlé de révolution, du « sale » Fonds monétaire international et repris des chansons engagées, écrites il y a plus de 10 ans, dont *Call It Democracy*. Malheureusement, elles semblent toujours d'actualité, a-t-il laissé tomber. Le chanteur et plusieurs autres musiciens canadiens ont récemment mis en marche un disque compact pour recueillir des fonds pour la défense des manifestants.

À Kananaskis, à 110 kilomètres de Calgary, une quarantaine de manifestants ont tenté de s'approcher des chefs politiques, mais ils en ont été empêchés par une barricade.

La Russie s'impose à la table des grands

Le pays de Poutine devient membre à part entière du G8 et assumera la présidence du groupe en 2006

RAYMOND GIROUX
RGIroux@lesoleil.com

■ CALGARY — La Russie s'est imposée de plein droit comme grande puissance économique, hier : le pays de Vladimir Poutine a obtenu la reconnaissance de son nouveau statut international en devenant membre à part entière du G8 et assumant la direction du groupe, et donc la tenue du Sommet, pour 2006.

Et d'entrée de jeu, la Russie a obtenu un délai de deux ans sur certains volets de la lutte contre le terrorisme dans les transports maritimes, ce « pour des raisons relatives à la faisabilité technique de ces propositions ».

Moscou a également forcé la mise sur le traitement des résidus nucléaires sur son territoire, un sujet hautement délicat, car ces déchets peuvent facilement alimenter une filière terroriste.

Le premier ministre Jean Chrétien a reconnu en fin de journée que ce dossier se dirigeait vers un cul-de-sac, ces derniers jours. Mais une conversation téléphonique entre lui-même et M. Poutine, a-t-il dit, a permis de relancer les discussions.

La question du Moyen-Orient est réapparue à plusieurs reprises

Le président russe s'est présenté à Kananaskis hier matin avec un tout nouveau document de travail, et les autres membres du G8 ont donné mandat à M. Chrétien d'en arriver à un texte commun, chose faite à son avis et qui devrait être rendu public aujourd'hui.

Il est question de plusieurs milliards de dollars, dans cette entreprise de récupération des anciennes centrales de l'ex-Union soviétique de même que des installations militaires, et la Russie veut obtenir le plus de fonds possible de la part des Occidentaux.

Le communiqué annonçant l'intronisation de la Russie dans ce club sélect explique par ailleurs qu'elle « a montré qu'elle avait la capacité de participer pleinement et de façon significative aux efforts pour s'attaquer aux problèmes mondiaux auxquels nous devons faire face ».

Et fleur personnelle au chef russe, artisan convaincu du rapprochement entre son pays et les États-Unis, le texte ajoute que « cette décision témoigne des transformations économiques et démocratiques remarquables qu'a connues la Russie ces dernières années, tout particulièrement sous la présidence de M. Poutine ».

TERRORISME

Le plan d'action contre le terrorisme adopté par le G8 concerne essentiellement la sécurité dans les transports. Les pays membres ont ainsi décidé de mettre en vigueur le plus rapidement possible une norme mondiale commune pour la collecte et la transmission de l'information préalable sur les voyageurs comme sur les conteneurs.

Ils s'engagent de plus à accélérer la mise en œuvre de nouvelles normes sur la sécurité aérienne et maritime comme sur le transport terrestre.

Né pour discuter de l'économie mondiale, le G8 a consacré une bonne partie de sa journée de travail à discuter de la remise en question de la confiance du public envers les entreprises, à la suite des scandales qui bouleversent le milieu économique.



Vladimir Poutine fait désormais partie à part entière du club sélect des 8.

Les dirigeants du G8 font le point sur la déroutée des marchés

CALGARY (AFP) — Les dirigeants du G8 ont évoqué hier, au premier jour de leur sommet à Kananaskis, la situation de l'économie mondiale, fragilisée par la déroutée des marchés financiers et du dollar.

L'étude de l'économie mondiale, en pleine reprise après la quasi-récession en 2001, devait relever d'une simple formalité, dans la droite ligne des déclarations des ministres des Finances du G7, à la mi-juin à Halifax. « Nos économies n'ont cessé de se renforcer et devraient continuer de le faire tout au long de l'année », avaient-ils alors affirmé.

Mais les bourses occidentales piquent du nez. Wall Street en tête, en raison des doutes des investisseurs sur la gestion des entreprises, après les affaires Enron ou WorldCom, l'exploitant américain de télécommunications soupçonné de malversations comptables.

Le président américain George W. Bush a lui-même essayé de calmer les marchés, hier à Kananaskis, en affirmant que l'affaire WorldCom était « scandaleuse » et en promettant une enquête.

Au chaos boursier s'ajoute un dollar en piteux état, malmené face à l'euro, de plus en plus proche de la parité avec le billet vert, et face au yen, forçant les autorités nippones depuis quelques semaines à intervenir en faveur de la devise américaine sur les marchés des changes.

Le président américain a rajouté aux malheurs du billet vert, en semblant mardi assouplir la politique américaine du dollar fort. « Ma position, c'est que le dollar trouvera son niveau sur la base des forces du marché et sur la capacité ou non de notre pays à maîtriser ses dépenses, à se reprendre (économiquement), et revitaliser sa base industrielle », a-t-il indiqué.

Le département américain du Trésor a eu beau réaffirmer hier la politique de Washington en faveur d'un dollar fort, le billet vert est resté faible hier.

Pour la première fois, le président russe, Vladimir Poutine, a assisté à cette discussion sur l'économie qui, traditionnellement, ne réunissait que ses partenaires américain, canadien, italien, français, britannique, allemand et japonais.



Les policiers ont empêché les manifestants d'entrer dans le McDo à Calgary.

KANANASKIS

Un sommet vidéo

RAYMOND GIROUX
RGiroux@lesoleil.com

KANANASKIS ou CALGARY — Kananaskis ou Calgary? La question taraude les journalistes de la presse écrite qui se demandent laquelle des deux localités doit servir de lieu d'origine de leurs reportages sur le GS.

Car si les présidents et premiers ministres se réunissent dans l'intimité de Kananaskis, les 2000 représentants des médias qui couvrent le Sommet travaillent, eux, au centre-ville de Calgary, à 100 kilomètres de là.

Des *poils* d'une douzaine de personnes, cameramen et photographes inclus, ont accès à une salle de presse sur les lieux mêmes, et les reporters de télévision aiment bien proposer leur topo sur fond de montagnes Rocheuses.

Pour le contact avec les héros du jour, n'y pensez toutefois pas, hormis quelques occasions de photos. Il y a bien le dérapage occasionnel d'un président qui parle trop et d'un premier ministre surpris et dérouter, mais les collègues de la télévision prêtent bien volontiers leurs images, tandis que le reporter désigné de la Canadian Press renvoie une transcription de ce qu'il voit et entend par courriel.

Mais pour les médias écrits de tous les pays, mieux vaut la ville. Le seul déplacement aller-retour vers Kananaskis prend une demi-journée de travail, notamment à cause de la douzaine de barages routiers établis par la GRC sur la route de Kananaskis.

Les plus sages avaient prévu le coup

et ne s'étaient pas inscrits à ces voyages organisés. Les plus hardis, comme un chroniqueur des journaux Southam, ont fait un voyage blanc: quatre heures de navette, deux heures d'attente, et tout cela pour ne pas voir M. Chrétien, dont il voulait commenter la performance dans sa chronique. Tous les brefs techniques et les conférences de presse, par contre, sont disponibles sous la forme de téléconférences.

Les journalistes peuvent poser leurs questions, les «brefteurs» leur répondent, et tout ce monde peut se voir grâce aux caméras et téléviseurs installés dans les deux salles de presse.

Le président français, Jacques Chirac, s'est ainsi étonné de parler devant une salle de presse à peu près vide, à Kananaskis. «J'aurais personnellement souhaité que vous soyez plus nombreux, a-t-il dit aux rares journalistes présents, mais la loi, c'est la loi, même si cela impose des conditions de travail pas faciles.»

De fait, la foule était plus nombreuse dans la salle de presse de Calgary.

«Une réunion simple, avec peu de collaborateurs, un peu intime», a dit M. Chirac de ce GS qu'il a décrit comme un retour aux sources. «Mais cela ne facilite pas la médiatisation» de la rencontre, a-t-il admis.

Est-ce que cela lui donne des idées, lui qui reçoit le GS dans son pays, l'an prochain? Pourrait-il remplacer le cirque du GS par une simple téléconférence des chefs d'Etat? «La question est intéressante, mais un peu prématurée», a-t-il répondu à un journaliste français



Le président Jacques Chirac

curieux de ses projets.

«Mais je crois que nous serions bien inspirés dans les relations internationales d'utiliser davantage les possibilités que donnent les nouvelles technologies», a dit le président.

Attention, toutefois: «Dans les relations internationales, prévient M. Chirac, il y a une part importante qui tient aux contacts humains, personnels que peuvent avoir les uns avec les autres, la connaissance de l'homme, de ses réactions, de son regard, de son sourire. C'est très important, et mal retransmis sur des écrans.»

«Mais en revanche, l'économie de temps que l'on peut escompter d'une utilisation plus systématique des vidéoconférences — dont j'ai d'ailleurs fait l'expérience — me paraît être prometteuse», a-t-il ajouté.

Une conclusion? Le président Chirac fera le déplacement de Kananaskis à Calgary, cet après-midi, pour tenir une vraie conférence de presse, en chair et en os! La boucle aura été bouclée.

Un front du refus au «sommet des pauvres»

SIBY (Mali) (AFP) — Les participants au «sommet des pauvres» qui se tient dans le village malien de Siby, ont créé hier «un front de refus» contre le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

Ce «front de refus» a vu le jour alors que plusieurs présidents africains, partis à Kananaskis avec le projet du NEPAD en mains, plaidaient hier la cause de leur continent auprès des dirigeants des huit pays les plus puissants du monde (G8).

À des milliers de kilomètres de Kananaskis, les participants du sommet parallèle de Siby, village situé à 52 km de la capitale Malabo, ont décidé de faire entendre leur voix, déclarant qu'ils «ne se reconnaissent pas dans ce projet (NEPAD)».

«Nos chefs d'Etat affirment qu'ils sont à Kananaskis pour traiter en partenaires et avoir du concret avec les

pays riches, alors que leur NEPAD est «pale» et «trop libéral», affirme le Secrétaire général de la section malienne de Jubilé-2000, collectif regroupant un millier d'ONG dans le monde réclamant l'annulation de la dette de pays pauvres.

Le NEPAD a pour objectif d'aboutir à un taux de croissance annuel en Afrique de 7% dans les 15 prochaines années et à une réduction de la pauvreté sur le continent noir. Il comporte une stratégie de développement et un programme détaillé d'actions dans des secteurs prioritaires (infrastructures, éducation, santé, nouvelles technologies, agriculture, accès aux marchés...), fondées sur l'aide publique mais aussi, et surtout, sur l'investissement privé.

Plusieurs dirigeants de mouvements sociaux venus de la sous-région ont estimé que l'appel aux capitaux privés pour développer l'Afrique ne profitera qu'au capital.

Complice de vos vacances

Tente CHINOOK

2 places, 2 portes, 2 vestibules, armature en aluminium

Jack Wolfskin

Prix régulier : 289,99 \$
Spécial : 244,99 \$

boutique **TAÏGA** sports-plein air

1200, AVENUE DE GERMAIN-DES-PRÉS, SAINTE-FOY • TÉLÉPHONE 418.658.2742 • 100 pieds à l'ouest de Place Laurier

Week-end spécial à Place Laurier!

Macaron du Festival

8 \$

Jusqu'au 30 juin
10 \$ à compter du 1^{er} juillet

À Place Laurier les 28, 29, 30 juin
Achetez votre macaron Hydro-Québec dans le Mail central et courez la chance de gagner **10 000 \$** en chèques-cadeaux Place Laurier. Tirage de 100 chèques-cadeaux de 100 \$.

Hydro Québec • chik • LE SOLEIL

solde semi-annuel

Des milliers de montures soldées*

- étiquettes rouges **50%** de rabais
- étiquettes bleues **30%** de rabais
- étiquettes jaunes **59 \$**
- Solaires Sélectionnées à partir de **25%** de rabais

NEW LOOK lunetterie

39 succursales pour mieux vous servir
1.800.463.LOOK (5665)
www.newlook.ca

*Montures sélectionnées. Lentilles en sus. Offre d'une durée limitée. Ne s'ajoute à aucun escompte en vigueur. Détails en magasin.

Examens de la vue effectués sur place par un optométriste qualifié.

Cet été... embarquez!

LE RESTAURANT M/V LOUIS JOLLIET

Simplement chic!

SPÉCIALITÉS : GRILLADES et HOMARD
Soupers croisières tous les soirs à 19 h

de 49,95\$ TABLE D'HÔTE et CROISIÈRE INCLUS
à 59,95\$ Taxes et service en sus

RÉSERVATION 418 692-1159

L'éditeur congédié veut poursuivre CanWest

OTTAWA (PC) — Russell Mills, congédié de son poste d'éditeur du *Ottawa Citizen* à la suite d'une dispute avec le propriétaire de CanWest Global Communications, a déposé un avis en cour où il soutient avoir été diffamé par le pdg de CanWest, Leonard Asper. Les avocats de M. Mills ont déclaré mercredi s'attendre à intenter « dans un proche avenir » des poursuites revendiquant le versement de dommages-intérêts à la fois pour la diffamation alléguée et pour congédiement injustifié. M. Mills affirme qu'il a été mis à la

porte le 16 juin parce qu'il n'avait pas obtenu l'accord de CanWest pour un éditorial critiquant le premier ministre Jean Chrétien et l'invitant à démissionner. Son congédiement a suscité les protestations des commentateurs des médias, des syndicats de journalistes et des lecteurs du *Citizen*.

L'affaire a aussi déclenché un tollé aux Communes, où le premier ministre Chrétien a nié avoir exercé des pressions sur Izzy Asper, fondateur de CanWest et ex-leader du Parti libéral au Manitoba, ou sur d'autres mem-

bres de la famille Asper.

Leonard Asper a par la suite soutenu que M. Mills avait été licencié non pas à cause de son éditorial sur M. Chrétien, mais parce qu'il ne s'était pas conformé aux principes de base du journalisme, dont la nécessité d'offrir une diversité de points de vue dans les pages du *Citizen*.

Ces propos de M. Asper « ne sont pas vrais et ont injustement terni la bonne réputation que j'ai acquise en 30 ans dans l'industrie des journaux et dans la communauté », affirme M. Mills.

L'éditeur du « Ottawa Citizen » dit avoir été diffamé

Landry demeure inébranlable

Le PM relativise la controverse sur l'orientation du PQ

MATHIEU BOIVIN
Presse canadienne

Les remises en question idéologiques de quelques ministres et la démission d'un collaborateur n'ébranlent pas le premier ministre Bernard Landry, qui veut réfléchir cet été et revenir à l'automne avec un programme d'action jusqu'aux prochaines élections.

Commentant les turbulences provoquées par la sortie fracassante du ministre Joseph Facal, la semaine dernière, et la démission mardi d'un de ses jeunes collaborateurs, M. Landry a relativisé la controverse. « On en a eu des départs et des venues au Parti québécois », a-t-il rappelé, hier, à Québec.

Le premier ministre a reconnu que les principes fondamentaux du Parti québécois (PQ) — il a nommé la souveraineté et le progressisme, ainsi que la création de la richesse et sa redistribution — pouvaient donner lieu à des vues tout à fait opposées à l'intérieur du parti, mais que cela ne posait pas de problème.

« On peut avoir des vues tout à fait opposées, et quand vient le temps de faire la plate-forme électorale et le programme, on a des processus démocratiques éprouvés et ça donne d'excellents gouvernements », a-t-il soutenu. Cela dit, « M. Facal a parlé avec éclat et en bon militant, il n'a jamais cru bon de démissionner », a-t-il lancé.

Joseph Facal, président du Conseil du Trésor, avait plaidé pour un réexamen du « modèle québécois, corporatiste et rigide » et réprouvé la tendance péquiste à trop écouter les revendications des groupes sociaux, au détriment des besoins de la classe moyenne québécoise.

Le jeune collaborateur démissionnaire, Mathieu Santerre, 27 ans, avait quant à lui expliqué son geste par « la rigidité idéologique stérile et paralysante qui est imposée aux éléments les plus dynamiques et créateurs du PQ ».

Le premier ministre a par ailleurs l'intention de prendre l'été pour se reposer après un printemps difficile pour son gouvernement et son parti. « Mais je veux en profiter aussi pour pousser la réflexion et présenter, à la rentrée, un programme d'actions gouvernementales jusqu'à l'élection », a-t-il annoncé.

M. Landry avait déjà fait part de cette intention. Il a prédit que ce « programme de gouvernance » permettrait au PQ, « comme c'est sa tradition, de renouveler et rafraîchir sa pensée sans se détourner des grands principes ».

Il a déclaré que cette démarche de renouvellement serait aussi débattue lors de deux conseils nationaux du PQ et d'un grand colloque sur la mondialisation des marchés, à l'automne, et lors d'« une grande rencontre de programme et d'idées » au début de 2003.

Cette dernière rencontre aura l'envergure d'un congrès national du PQ, a-t-il précisé. Le dernier congrès national péquiste avait rassemblé, en mai 2000, quelque 1800 militants.

Stéphan Tremblay réproouve Facal

(PC) — Le nouveau député péquiste de Lac-Saint-Jean, Stéphan Tremblay, a indiqué mercredi qu'il n'était pas d'accord avec les idées avancées la semaine dernière par Joseph Facal et qu'il prendrait lui-même son temps avant de « brasser la cage ».

En marge de la cérémonie d'assermentation qui marquait son entrée officielle au sein de la législature québécoise, M. Tremblay a soutenu qu'il n'était « pas d'accord avec M. Facal. Moi, je suis beaucoup pour la social-démocratie, et je vais lutter pour que le Parti québécois garde cette orientation-là ».

Joseph Facal, président du Conseil du Trésor, avait plaidé la semaine dernière pour un réexamen du « modèle québécois corporatiste et rigide » et réprouvé la tendance péquiste à satisfaire les revendications des groupes sociaux, au détriment des besoins de la classe moyenne québécoise.

Connu pour aimer provoquer des débats, Stéphan Tremblay, 28 ans, a cependant annoncé qu'il prendrait quelque temps pour apprivoiser son nouvel environnement avant de se faire entendre.

« Je vais devoir m'ajuster et voir comment ça fonctionne, a-t-il déclaré. Le Parti québécois n'est pas parfait, mais je l'intègre en tentant de l'améliorer. Voir comment ça fonctionne à l'intérieur me permettra d'avoir un œil plus critique. Mais on va prendre le temps qu'il faut. »

En fait, M. Tremblay se dit bien conscient de ce que « parfois, être au gouvernement impose plus de discipline que d'être dans l'opposition ». Il n'a jamais été député gouvernemental, puisqu'il complétait un deuxième mandat au sein du Bloc québécois, à Ottawa, lorsqu'il a décidé de se présenter au provincial.

Le député péquiste n'a toutefois remporté la victoire que par une mince majorité dans Lac-Saint-Jean, le 17 juin, devançant par 700 voix à peine son adversaire adéquiste. La circonscription était pourtant un bastion péquiste depuis 1976.

« Quand j'ai pris ma décision, je savais que je devrais affronter certaines tempêtes, mais peut-être les vents sont-ils plus forts que je ne le croyais, a-t-il reconnu. »

« L'ADQ n'avait pas le vent dans les voiles comme il l'a actuellement, mais j'aime les défis, a-t-il ajouté. Je pense fermement que le fait que d'autres partis soient présents sur la scène politique québécoise fera brasser davantage d'idées. »

BEAUTÉ

à la baie

CLINIQUE

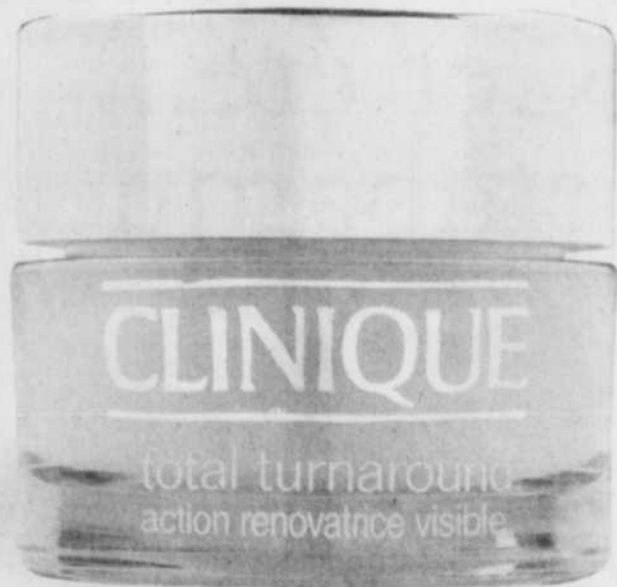
Les belles peaux ont la cote



système de soins en 3 étapes

1. D'abord, bien nettoyer le visage tout en douceur avec le **savon facial présenté dans son porte-savon**.
 2. Ensuite, le débarasser des cellules mortes avec la **lotion clarifiante** qui donne un bel éclat à l'épiderme et le prépare à l'hydratation.
 3. Finalement, l'hydrater avec l'**émulsion hydratante tellement différente**.
- On achète un flacon de ce produit toutes les 4 secondes aux quatre coins du globe, venez découvrir pourquoi!
- L'ensemble, **seulement 68,50 \$**

Tous les produits sont soumis à des tests d'allergie et sont sans fragrance. Les peaux plus sensibles peuvent donc elles aussi afficher un air radieux!



Offre spéciale

Pour une durée limitée, obtenez le sac griffé Clinique (montré ci-dessus), incluant un échantillon de 15 ml de crème action rénovatrice visible Total Turnaround, à l'achat du système de soins en 3 étapes à 68,50 \$.

Une prime par personne, tant qu'il y en aura.
Offre en vigueur jusqu'au samedi 20 juillet.

la **Baie**

J'aime, j'achète!



Primes HBC



Amassez des points dans tous les magasins de la Compagnie de la Baie d'Hudson : la Baie, Zellers, Découverte ou hbc.com
AMASSEZ RAPIDEMENT DES POINTS EN UTILISANT VOTRE CARTE HBC, LA BAIE OU ZELLERS.
OBTENEZ 25 POINTS ADDITIONNELS POUR PRESQUE CHAQUE DOLLAR DÉPENSÉ.

TRANSFORMEZ VOS ACHATS DE TOUS LES JOURS EN RÉCOMPENSES.



Le luxe a un prix.
Mais il est beaucoup plus bas que vous ne le pensez

Moteur turbo 2.0 litres de 205 HP
Groupe d'options sport
Toit ouvrant
Jantes spéciales en alliage de 16 pouces à cinq branches
Plan orientation et dépannage OnStar®
Sellerie cuir/tissu avec monogramme « turbo »
Climatisation automatique (ACC)
Tableau de bord en fibre de carbone
Lecteur de disques compacts



Ceux qui essaient une Saab l'achètent



Moteur turbo 2.3 litres de 185 HP
Sièges avec garniture en cuir
Toit ouvrant
Jantes en alliage de 16 pouces à 10 branches
Sièges avant à réglage électrique avec mémoire côté conducteur
Sièges avant et arrière chauffants
Plan orientation et dépannage OnStar®
Climatisation automatique à deux zones
Tableau de bord en bois
Lecteur de cassettes et de disques compacts

Saab 93
Cinq portes

LOUEZ une Saab 9-3 TURBO 2002
Edition anniversaire
416\$

Achetez une Saab 9-3 TURBO 2002
1,9%

Saab 95
Berline

LOUEZ une Saab BERLINE 9-5 2002
avec groupe Linear haut de gamme
499\$

Achetez une Saab 9-5 BERLINE 2002
0,9%

Le HPFP d'une Saab 9-3 190 2002 (consommation à 90,500 \$ et celui d'une Saab 9-5 190 avec option HP) consomment 3-43,900 L. Les paiements mensuels sont basés sur un total de 48 mois avec des taux de location réduits de 2,9% et 1,9%. Les offres de location sont soumises à l'approbation de votre banque. Le transport, le prépaiement à la vente, le titre d'achat, l'assurance, l'assurance et les taxes ne sont pas inclus. Consultez votre concessionnaire pour un détail de garantie, remboursement et de premier entretien. *Remise en argent limitée. À 100 \$ seulement. *Taux de 1,9% sur les paiements mensuels. Les autres conditions s'appliquent. Les offres ne peuvent être combinées à d'autres offres. Tous nos véhicules Saab 2002 sont assurés du plan Concession et dépannage OnStar pour une durée d'un an.

SAAB Québec

765, rue Marais, Québec
681-5777 (Voix de Réno-Dépôt)

saabquebec@saabcanada.com

Campbell congédie des fonctionnaires

■ VICTORIA — Le gouvernement de la Colombie-Britannique a annoncé, hier, à congédier 300 fonctionnaires affectés aux communications, pour les remplacer par 180 adjoints politiques. Le premier ministre Gordon Campbell estime en effet que l'action de son gouvernement n'est pas bien publicisée. Et le bureau mis sur pied récemment par le gouvernement libéral pour assurer les communications sur les services publics a dénoncé l'inefficacité des fonctionnaires mis à pied. (PC)

La TPS remboursée en retard à 73 000 Canadiens

MARC LAROUCHE
Collaboration spéciale

■ RIVIÈRE-DU-LOUP — Au moins 73 000 Canadiens, qui ont une dette envers le gouvernement fédéral, recevront leur remboursement de TPS de juillet avec trois semaines en retard. Ottawa impute l'erreur à un bogue informatique, mais le député Paul Crête est convaincu que sans l'intervention du Bloc à la Chambre des communes, ces contribuables n'auraient reçu aucun paiement.

À Revenu Canada, Linda Johnson confirme que 73 000 clients ont été avisés que leur crédit de TPS de juillet avait été utilisé pour compenser un montant qu'ils devaient à divers ministères. Or, elle explique que cet avis n'aurait jamais dû être envoyé. « C'est un problème informatique qui a causé cet envoi. Les clients ont été avisés de ne pas en tenir compte. Tout le monde recevra son chèque. Plusieurs ont paniqué, mais le problème a été corrigé. »

M. Crête est, au contraire, convaincu qu'Ottawa avait décidé de se rembourser lui-même. « La répondante du gouvernement avait confirmé que les chèques de juillet ne seraient pas émis. Je suis certain que la procédure avait débuté, puisque l'assurance-emploi d'une dame de Rivière-du-Loup a été coupée. Le montant amputé correspondait à une dette qu'elle avait envers un autre ministère. »

Le député considère que son intervention a fait changer la donne. « J'ai posé

une question en Chambre, aussitôt que j'ai été informé du problème. Le secrétaire parlementaire ne semblait pas savoir de quoi je parlais. Je trouve curieux que quelques jours après, on change la directive et qu'il soit rapidement décidé d'émettre les chèques. »

Jamais Ottawa ne s'était remboursé de la sorte à même les paiements de TPS, car il avait été convenu que les bénéficiaires avaient besoin de cet argent. « Je crois que la question posée les a fait réagir. Ils ont vu qu'un erreur avait été commise et qu'ils devaient payer ces gens, dont les revenus ne sont pas très élevés », conclut M. Crête.

Mélanie Paré, son attachée politique, ajoute que les paiements aux autres ministères avaient certainement déjà été faits, ce qui explique le délai de trois semaines. « Ils doivent maintenant rembourser Revenu Canada avant que celui-ci n'émette les chèques. »

GRÈVE DES COLS BLEUS

À l'heure des festivals et de la visite du pape, Toronto risque d'empêcher

TORONTO (PC) — Les Torontois ont un été fumant devant eux avec la grève des cols bleus. Les ordures ne seront pas ramassées alors que des millions de visiteurs sont attendus dans la Ville reine, incluant le pape, et que de nombreux événements civiques sont prévus, dont le défilé de la fierté gaie, le Molson Indy et le festival Caribana.

« La grève était totalement inutile, a lancé le maire Mel Lastman. Ils nous ont complètement foutu notre été. »

Les 6800 cols bleus de la Ville sont aussi responsables de l'entretien des routes, des traversiers entre le centre-

ville et les îles de Toronto, des terrains de golf publics, des serres, des observatoires, des parcs, des toilettes publiques et des terrains de jeux.

Le pape doit être accueilli par 350 000 catholiques en juillet, à l'occasion des Journées mondiales de la jeunesse, qui dureront une dizaine de jours.

« Nous allons devoir mettre au point une formule avec l'Église catholique. Mais on espère que la grève sera finie avant », a déclaré le dirigeant syndical local, Brian Cochrane, du Syndicat canadien de la fonction publique.

Les parties ne sont pas parvenues à s'entendre malgré des négociations-marathons qui ont dépassé la période limite pour le déclenchement de la grève fixée à minuit, lundi. Selon le syndicat, les négociations achoppent sur la sécurité d'emploi, les mises à pied et les droits de rappel et d'ancienneté.

Dans sa dernière offre, la Ville garantissait la sécurité d'emploi aux travailleurs ayant dix ans d'ancienneté. Selon le maire Lastman, seulement 200 des quelque 7000 cols bleus de la Ville se seraient retrouvés sans protection, un chiffre que conteste le syndicat.

Les Canadiens ne veulent pas d'un réseau de santé parallèle

OTTAWA (PC) — La carte à puce contenant le dossier médical est acceptable, les cliniques où des infirmières prodiguent des soins de routine à la place de médecins également, et un fardeau fiscal plus lourd serait envisageable, pourvu que l'argent supplémentaire versé par les contribuables serve vraiment à financer les services de santé.

Par contre, un réseau parallèle et privé est inacceptable pour la majorité des Canadiens, car il entamerait forcément les ressources du réseau public. Ces perceptions proviennent d'une consultation menée à l'échelle nationale pour la commission d'enquête Romanow.

La consultation a eu lieu lors de discussions tenues en présence de groupes témoins de 40 personnes réunis en 12 endroits à travers le pays, méthodologie qui contraste avec celle du sondage usuel par téléphone. Réalisée par l'organisme Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, la consultation laissait les participants comparer leur point de vue, demander des précisions. Dans bien des cas, les perceptions de tous et chacun pouvaient changer dans le cours des discussions.

« Les Canadiens estiment que le bien commun sera favorisé si les risques relatifs à la santé sont partagés par tous », signale le document de synthèse de la consultation. Les citoyens croient aussi qu'il faut contribuer équitablement, selon ses moyens, et que les gens auront donc le droit de recevoir les soins que requiert leur état de santé. »

Une discussion a porté sur un éventuel ticket modérateur, pour décourager les abus, mais le groupe a conclu que la carte à puce apporte une solution plus adéquate. Parmi d'autres observations issues des discussions:

- il faudrait un vérificateur général en santé, pour s'assurer que l'argent soit bien utilisé;
- les médecins qui vont pratiquer à l'étranger devraient rembourser une partie des coûts de leurs études;
- les industries qui nuisent à la santé devraient être imposées à un taux plus élevé ou mises à l'amende, et l'argent recueilli consacré à la santé;
- les participants soupçonnent les sociétés pharmaceutiques d'influencer les médecins, afin qu'ils prescrivent les médicaments nouveaux et plus chers.

La pilule n'accroît pas le risque de cancer du sein

WASHINGTON (AFP) — L'utilisation de la pilule contraceptive n'accroît pas le risque d'être atteint d'un cancer du sein, selon une étude américaine de grande ampleur à paraître aujourd'hui.

L'étude publiée dans la revue *The New England Journal of Medicine* portait sur 9200 femmes âgées de 35 à 64 ans vivant aux États-Unis. Elles font partie de la première génération ayant eu accès à la pilule contraceptive. Environ la moitié des participantes à l'étude, utilisatrices ou non de la pilule contraceptive durant une période de leur vie, étaient affectées d'un cancer du sein récemment diagnostiqué.

Mais parmi les femmes étudiées, celles qui avaient utilisé la pilule contraceptive n'étaient pas davantage touchées par ce cancer que les femmes n'ayant jamais utilisé ce mode de contraception, selon l'étude menée sous la direction de Polly Marchbanks, des Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC) d'Atlanta (Géorgie).

Un lien supposé entre la pilule et le cancer du sein « était une source d'inquiétude pour les femmes utilisant une contraception orale », a estimé le Dr David Fleming, directeur par intérim des CDC. Environ 80% des femmes nées depuis 1945 ont utilisé la pilule contraceptive aux États-Unis. Selon les statistiques disponibles, le cancer du sein tue 400 000 femmes par an dans le monde et 800 000 nouveaux cas sont décelés chaque année.

Le Conseil scolaire de l'île de Montréal sous tutelle partielle

■ QUÉBEC — Le ministre d'État à l'Éducation et à l'Emploi, Sylvain Simard, a annoncé hier que le Conseil scolaire de l'île de Montréal (CSIM) était sous tutelle partielle. Cette mesure fait suite à la décision du Conseil de ne pas fixer le taux de la taxe scolaire, ce qui est contraire aux dispositions de

la Loi sur l'instruction publique. Le gouvernement a nommé Richard Leroux administrateur au CSIM qui exercera les fonctions et les pouvoirs confiés au Conseil scolaire de l'île de Montréal uniquement en matière d'imposition de la taxe scolaire pour l'exercice 2002-2003, et de fixation du taux. (PC)



Tenue idéale pour vos sorties d'été et vos voyages.

Collection Denim exclusive à notre boutique.

MORALI SPORT
Place Ste-Foy 653-4742

Nouvelles aubaines en ligne

cool!

À Air Canada Jazz, le voyage simple et économique est notre raison d'être. C'est pourquoi nous lançons de nouveaux tarifs aller simple très alléchants au départ de Québec. Réservez en ligne et bénéficiez de prix très avantageux — en tout temps. Et pour vous donner des ailes, nous n'appliquerons pas les suppléments pour carburant et assurance sur ces prix. Ça c'est cool!

Super aubaines aller simple

Partez au prix le plus bas

Achat au moins 10 jours à l'avance. Frais de 50 \$ pour changement de vol. Mise en attente le même jour non autorisée. Les places sont limitées. Ces offres sont sujettes à certaines conditions.

99 \$

Montréal

129 \$

Mont-Joli

Tarifs Affaires SuperFlex aller simple

Prix très très bas et plus de flexibilité

Achat 5 à 9 jours à l'avance. Aucuns frais de changement. Mise en attente le même jour autorisée. Les places sont limitées. Ces offres sont sujettes à certaines conditions.

139 \$

Montréal

209 \$

Mont-Joli

Ces tarifs ne sont offerts qu'en ligne à voljazz.ca ou à Destina.ca

Des tarifs Affaires SuperFlex aller simple avec achat 3 jours et 1 jour à l'avance sont aussi offerts.



Destina.ca

DEVENEZ MILLIONNAIRE
Pour courir la chance de gagner un million de millions. Aéroplan, faites vos réservations sur le site de Destina.ca, le partenaire en ligne d'Air Canada Jazz.

Air Canada Régional inc. est exploitée sous le nom Air Canada Jazz™. Destina.ca est une marque de commerce de Destina.ca inc. Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada.

Plus de pénalité pour le partage d'un loyer

MONTRÉAL (PC) — Québec n'imposera pas de pénalité aux prestataires de l'aide sociale d'une centaine de municipalités qui se retrouveront sans domicile ou qui devront partager un logement le 1^{er} juillet.

En raison de la crise du logement, les assistés sociaux des 106 municipalités aux prises avec un taux d'occupation de moins de 1,5% pour-

ront profiter de la disparition de cette règle impopulaire.

Actuellement, le partage de logement et le défaut d'avoir un domicile fixe entraînent des coupes de 50 et de 100\$ dans les prestations. Ces pénalités sont dénoncées depuis longtemps par les organismes communautaires. On estime qu'environ 100 000 ménages sont touchés par cette mesure.

MONTRÉAL (PC) — Le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, a suggéré de modifier quelque peu le mandat de la Régie du logement pour qu'elle tienne compte davantage de la question de l'offre et de la demande dans ses interventions.

« Il faut la brancher sur la réalité, a déclaré M. Dumont mercredi, au cours d'une conférence de presse sur la question de la crise du logement. La Régie doit tenir compte de la réalité telle qu'elle se vit sur le terrain. »

Il a affirmé que certaines mesures de contrôle pouvaient « devenir des contrôles bêtes qui créent des pénuries ». Le chef de l'ADQ ne s'est cependant pas montré en faveur d'une abolition complète du contrôle des loyers.

« Il faut s'assurer que l'offre et la demande puissent jouer, mais sans aller dans l'autre extrême », a-t-il déclaré.

Actuellement, les logements bâtis depuis cinq ans ou moins ne sont pas soumis à un contrôle des loyers. M. Dumont a indiqué qu'une période d'exemption plus longue pourrait constituer un des éléments de solutions à la crise du logement.

1504173

Dumont veut modifier le mandat de la Régie du logement

« Il n'y a pas une solution unique, magique », a-t-il déclaré.

Le chef de l'ADQ a ainsi recommandé un assouplissement du Code du bâtiment afin de diminuer les coûts de construction résidentielle. Il a cependant affirmé qu'il ne s'agissait pas de rogner sur la sécurité.

« Je ne pense pas que nous allons revenir à des huttes de paille, mais il y a des règles qui sont devenues abusives », a-t-il affirmé.

Il a affirmé que, s'il y avait eu de construction de logements locatifs actuellement, c'est que ce n'était pas rentable.

« Il faut s'assurer que des petits propriétaires soient prêts à construire », a-t-il déclaré.

M. Dumont a insisté sur le partenariat qui devrait exister entre le gouvernement et le secteur public sur la question du logement. « L'État seul ne va pas régler le problème », a-t-il lancé.

Le chef de l'ADQ a profité de l'occasion pour blâmer le gouvernement du Parti québécois.

« La crise de cette année était attendue et appréhendée, a-t-il soutenu. Il n'y a pas eu d'action énergé-

que, le gouvernement n'a mis l'accent que sur un seul volet, le logement social. »

Il a soutenu que le logement social ne constituait pas la réponse à tout. « La crise actuelle touche aussi la classe moyenne, qui n'aurait même pas accès au logement social », a-t-il affirmé.

Il a indiqué que le nouveau député adéquate de Vimont, François Gaudreau, gardera un œil sur la question de la crise du logement.

Le porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), François Saillant, a déploré le « flou artistique » des suggestions de l'ADQ. « On nous dit un paquet de choses, de déréglémenter l'industrie de la construction, d'alléger le Code du bâtiment, de revoir le mandat de la régie, mais rien de précis », a-t-il déclaré.

Il a affirmé que l'exemple ontarien montrait bien que la déréglementation ne réglait pas la crise du logement.

« Mario Dumont prendrait-il le pouvoir en septembre qu'on aurait une crise du logement et le 1^{er} juillet 2003, et le 1^{er} juillet 2004, et le 1^{er} juillet 2005, et le 1^{er} juillet 2006, parce qu'il n'y avait pas de solutions dans ce qu'il a dit ce matin », a-t-il conclu.

Cavalier 4 portes



11998\$

PARTEZ SANS PAYER EN LOCATION

0\$ comptant départ première mensualité

MARLIN
CHEVROLET-OLDSMOBILE inc

2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy (Québec) Service ouvert le soir
688-1212

1504173

« Il y a des règles qui sont devenues abusives », affirme le chef de l'ADQ

1504173

PROCÈS DES HELLS

Le jury écoute une conversation de Boucher

MONTRÉAL (PC) — Le jury en a eu pour son argent, mercredi, au procès des 17 membres allégués de la famille des Hells Angels, alors qu'on a présenté une conversation téléphonique entre Maurice « Mom » Boucher et Pierre Provencher.

Le document audio, d'une durée de plus de 22 minutes, capté le 30 décembre 2000, est l'un des rares documents publics existant montrant le personnage mythique à son naturel. Le Hells Angels, alors emprisonné, se lance dans une charge à fond de train contre les autorités, qu'il accuse de maintenir un complot malhonnête contre les motards criminels. Après avoir échangé des souhaits de joyeux Noël et avoir discuté d'équitation, les deux hommes font allusion au party qui a eu lieu la veille, au local de Sorel, pour célébrer l'arrivée d'une centaine de motards dans la grande famille des Hells Angels, un « ostie de bon move, un gros pas dans l'histoire », dit Boucher. « J'en avais des ostie de frissons partout », ajoute Provencher.

Mom, qui estime en avoir pour seulement une couple de mois en prison, indique que « icitte là, tout le monde est acheté là ». Il accuse les autorités d'orchestrer une propagande « voulant que tout le monde est des bandits ». Même que selon lui, les ministres sont les premiers bandits. Et la police aussi. Et il croit que les politiciens passent des lois pour écraser le monde. « Ben c'est sûr qu'ils vont nous avoir parce que c'est des multinationales, han, eux autres ils volent des milliards au monde pis ils sont consentants. (...) Pis on va se battre tout le temps, jusqu'à notre dernier souffle », ajoute Provencher. « Ça c'est sûr certain, m'a mourir debout. (...) Ça prend du monde pour donner l'exemple », réplique Boucher.

Le ton de la conversation entre les deux hommes laisse entendre qu'ils sont prêts à tout pour se tenir debout. « Comme tu dis, on est des guerriers, ostie pour travailler, pis on fait nos affaires, pis moé même si je piquerais icitte à la pelle, ostie, pour faire pousser mes tomates, mes concombres, m'a le faire ! », dit Provencher. Avant de raccrocher, Boucher affirme qu'il visitera d'abord sa femme et son fils, dès sa sortie de prison...

Trop de navires ne répondent pas aux normes

■ LONDRES — Un trop grand nombre de navires ne répondant pas aux normes de sécurité en vigueur continuent de naviguer et trop de pays n'appliquent pas les lois internationales en la matière, selon le responsable du bureau britannique d'enquêtes sur les sinistres en mer. Certains navires voguent avec des équipages trop réduits, avec des officiers « souvent trop fatigués pour se comporter avec efficacité », affirme John Lang, dans le rapport annuel de la Marine Accident Investigation Branch. Seuls un petit nombre de pays effectuent les enquêtes appropriées après des accidents en mer, ajoute M. Lang. (AFP)

Reste pas planté là!

À gagner:



la décapotable de votre choix**

ou l'un des 100 appareils photo numériques

(valeur approx. : 130\$ ch.)

en vous abonnant au service Internet Sympatico™ Haute vitesse de Bell.

**Pour être admissible, l'activation doit être effectuée avant le 19 août 2002. Limite d'une inscription par abonnement. Chaque nouvel abonné obtiendra une participation par jour à compter de sa date d'abonnement, et ce, jusqu'au 31 juillet 2002. Le concours s'adresse aux particuliers résidents au Québec. Aucun achat requis. Règlement disponible à www.hautevitesse.ca. Véhicule illustré à titre indicatif seulement. **Jusqu'à concurrence de 50 000\$, taxes incluses. Service offert aux abonnés résidentiels, là où la technologie le permet. Certaines conditions s'appliquent. Frais uniques d'activation de 29,95\$ présentement annulés. Offres et tarifs sujets à changements sans préavis, et taxes en sus. Les vitesses de téléchargement peuvent varier selon l'équipement et le fournisseur de services. Offre réservée aux nouveaux abonnés du service Sympatico avant le 31 juillet 2002. Le tarif mensuel courant de 34,95\$ prendra effet au 4^e mois, location du modem à 10\$ en sus. Le tarif mensuel comprend l'utilisation de la bande passante pour une capacité de téléchargement de 5 Go en aval et de 5 Go en amont, plus les taxes applicables. Utilisation excédentaire de la bande passante facturée à 7,95\$/Go. L'installation par un technicien est offerte au coût de 99\$. L'installation n'inclut pas le coût de reconfiguration du câblage chez le client. Le 4^e mois gratuit de l'offre est réservé aux nouveaux clients qui s'abonnent eux-mêmes par Internet au service Sympatico avant le 31 juillet 2002. Après la promotion de 3 mois, l'abonné aura droit au 4^e mois gratuit (accès, location du modem et utilisation de la bande passante pour une capacité de téléchargement de 5 Go tant en aval qu'en amont). Le tarif mensuel courant de 34,95\$ prendra effet le 5^e mois, location du modem à 10\$ en sus. Sympatico est une marque de commerce de Bell Canada.

Sympatico
Haute vitesse

Seulement

24⁹⁵\$
par mois

pour les 3 premiers mois!

- Location du modem incluse
- Trousse d'auto-installation gratuite**, facile à installer
- Temps d'accès illimité
- Aucun contrat

1 877 906-VITE

ou rendez-vous dans un magasin Espace Bell pour une démonstration de la haute vitesse.

4^e mois gratuit!

en vous abonnant par Internet à www.hautevitesse.ca/8sehv

Plus vous vous abonnez vite, plus vous augmentez vos chances de gagner!

allez-y



PAILLIS CAO DÉCOR
SPÉCIAL: 5,97\$
COURANT: 7,99\$

"FACILE À ÉPANDRE ET AYANT UNE COULEUR QUI MET VOS VÉGÉTAUX EN ÉVIDENCE, IL CONTRÔLE EFFICACEMENT LES MAUVAISES HERBES ET S'INCORPORE AU SOL POUR SE TRANSFORMER EN COMPOST."

"POUR EN APPRENDRE D'AVANTAGE SUR LE JARDINAGE NÉ MANQUEZ PAS "JARDINER AVEC GAËTAN HAMEL" SUR LES ONDES DE TÉLÉ MAG 42 ET VISITEZ LE WWW.JARDINHAMEL.COM POUR L'HORAIRE DE L'ÉMISSION ET D'AUTRES CONSEILS."

GRANDE SÉLECTION DE VIVACES 1 ET 2 GALLONS

LIQUIDATION: 60%

"CÉS VIVACES ONT ÉTÉ CULTIVÉES EN POT DEPUIS UN MINIMUM DE UN AN. ELLES SONT DONC À MATURITÉ ET REPRENDRONT AISÉMENT DANS VOTRE PLATE-BANDE."



MAIS OÙ SE CACHE RODRIGUE NOTRE JARDINIER PASSIONNÉ?

IL EST CACHÉ QUELQUE PART DANS CETTE PAGE. AMUSEZ-VOUS!

MÊME S'IL EST EXPÉRIMENTÉ, RODRIGUE SE PROCURE TOUJOURS SES VÉGÉTAUX, RECUEILLE DE JUDICIEUX CONSEILS TOUT EN PROFITANT DES PROMOTIONS DE LA SEMAINE AU CENTRE JARDIN HAMEL. DÉCOUVREZ-LES VOUS AUSSI!

VALIDE DU 27 JUIN AU 3 JUILLET 2002 OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS



L'HORTICULTURE SOUS TOUTES SES COULEURS

BEAUPORT 1350, BOUL. DES CHÛTES
CHARLESBOURG 869, 80^e RUE EST
LÉVIS 4800, BOUL. DE LA RIVE-SUD
SAINTÉ-FOY HALLES DE SAINTÉ-FOY
L'ANCIENNE-LORETTE 6025, BOUL. HAMEL

BOÎTES À FLEURS SÉLECTIONNÉES
PLASTIQUE, BOIS ET GRÈS
SPÉCIAL: 50%

"NOUS OFFRONS ÉGALEMENT LE SERVICE DE CONFECTION DE BOÎTES À FLEURS."

PRODUITS POUR BASSIN D'EAU "LAGUNA"
SPÉCIAL: 25%

LE MONDE

EN BREF

ÉTATS-UNIS

Progrès en Arizona

■ **SHOW LOW** — Les 2300 pompiers exténués ont réussi à maîtriser, sur une zone de 1300 mètres carrés, les flammes qui menaçaient la ville touristique de Show Low, en Arizona, a annoncé hier Dorman McGann, porte-parole des Services forestiers américains. Après une rude nuit de travail, « les pompiers sont arrivés à contenir l'incendie aux abords de la ville et à maîtriser près de 5% de sa surface ». En une semaine, les feux ont brûlé 150 000 hectares, détruit 390 habitations et contraint près de 35 000 personnes à évacuer leurs foyers. Le paysage, jadis pittoresque et qui attirait les touristes, s'est transformé en un amas de déchets carbonisés, surmontés d'une dense fumée noire et d'une épaisse couche de cendre. (AFP)

Cubains à la nage

■ **MIAMI** — Trois immigrants cubains ont atteint mardi les côtes de la Floride à la nage, après avoir sauté de leur bateau au large de l'archipel des Keys, a-t-on appris hier auprès des garde-côtes. Les trois hommes, dont deux utilisaient des palmes et un tuba, ont parcouru à la nage environ 1,6 km, après que les garde-côtes eurent intercepté leur bateau au large de Plantation Key, près de Key Largo. En vertu d'une loi connue sous le nom de « pieds mouillés, pieds secs », ils devraient être autorisés à rester aux États-Unis. Cette loi prévoit en effet que les Cubains interceptés en mer sont renvoyés chez eux, mais que ceux qui réussissent à atteindre la terre ferme peuvent demeurer aux États-Unis. (AFP)

FRANCE

Winner de la coke

■ **BREST** — Le cas du cargo *Winner*, soupçonné d'avoir transporté 1,5 à 2 tonnes de cocaïne en provenance de Cuba et à destination de l'Espagne, apparaît comme un important coup de filet international contre la filière maritime du trafic de drogue entre l'Amérique du Sud et l'Europe. « C'est certainement une première dans l'Atlantique Nord », a estimé le procureur de la République à Brest, François Nicot, en se félicitant de la « coopération internationale » des services de police et de renseignement. Le cargo cambodgien, arrivé sous escorte hier au port militaire de Brest, a été arraisonné le 13 juin au sud-ouest des îles Canaries par la marine française, lors d'une opération menée conjointement à terre par les autorités américaines, grecques et espagnoles. (AFP)

Hôpital évacué

■ **PARIS** — Les patients et les personnels d'un bâtiment de l'hôpital parisien de la Pitié-Salpêtrière ont été évacués hier en raison d'une fuite de produits chimiques, a-t-on appris auprès des pompiers. Selon l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, qui administre les hôpitaux parisiens, il « s'agirait d'une mise en contact de produits ayant provoqué une réaction chimique ». Selon un syndicaliste, le bâtiment Laveran « accueille les services d'hématologie et donc des gens en chambres stériles, du sida, de transfusion sanguine, des laboratoires ». Neuf casernes de pompiers ont été mobilisées et une cinquantaine d'hommes et une quinzaine d'engins étaient sur place. (AFP)

PAYS-BAS

Milosevic le malade

■ **LA HAYE** — Les juges de Slobodan Milosevic ont ordonné hier qu'un examen médical complet soit pratiqué sur l'ancien chef de la Yougoslavie après que l'accusation ait exprimé son « scepticisme » sur ses maladies à répétition. M. Milosevic, 60 ans, souffre officiellement d'une grippe, sans doute accompagnée de fièvre, depuis le 17 juin. Son procès est interrompu depuis cette date. Un porte-parole du Tribunal pénal international (TPI) de La Haye, Jim Landale, a annoncé que l'ancien président serbe serait encore malade aujourd'hui et qu'en tout état de cause, en raison de problème de maintenance de la Cour, son procès ne recommencerait pas avant le mardi 2 juillet. Lors d'une audience procédurale, hier matin, le substitut du procureur, le Britannique Geoffrey Nice, a exprimé son « scepticisme » sur ces maladies à répétition. Le procès, qui a débuté le 12 février, avait déjà dû être interrompu trois semaines entre mars et avril également en raison d'une grippe... (AFP)

Le PM d'Israël échappe à la justice belge



À la stupeur des plaignants palestiniens, la chambre des mises en accusation de Bruxelles a déclaré hier « irrecevable » la plainte déposée devant la justice belge pour crimes contre l'humanité visant le premier ministre d'Israël, Ariel Sharon, pour son rôle dans le massacre des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila en 1982 au Liban. Dans un attendu de 22 pages, les trois juges ont invoqué l'article 12 du code de procédure pénale qui souligne qu'une plainte ne peut être déposée contre une personne ne se trouvant pas en Belgique. Au terme de 11 mois de bataille juridique et de reports, les juges n'ont donc pas retenu à son encontre la fameuse « loi de compétence universelle » adoptée en 1993 et complétée en 1999, qui permet à la justice belge de juger des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité quel que soit le lieu où ils ont été commis.

Les Palestiniens contre-attaquent

■ **JÉRICO**, Cisjordanie (AFP et AP) — Les Palestiniens ont tenté de reprendre l'initiative en proposant, hier, des réformes, au surlendemain d'un appel du président des États-Unis, George W. Bush, à écarter leur président Yasser Arafat, lequel serait candidat à sa réélection.

Dans le même temps, les troupes israéliennes achevaient de s'installer dans les secteurs autonomes de Cisjordanie, où des affrontements ont eu lieu à Hébron, tandis qu'un enfant palestinien de six ans était tué dans le camp de réfugié de Jénine.

Le dirigeant palestinien Saëb Erakat a présenté à Jéricho, ville autonome de la vallée du Jourdain, un vaste plan de réforme sur 100 jours, assurant cependant qu'il répondait « aux besoins des Palestiniens » et non aux injonctions de M. Bush.

La principale initiative porte sur l'organisation d'élections présidentielle et législatives entre le 10 et le 20 janvier et d'un scrutin local en mars, a précisé M. Erakat, sans parler d'une candidature de M. Arafat à sa propre succession.

Mais le ministre de la Coopération internationale, Nabil Chaath, a affirmé que M. Arafat l'avait assuré de son intention de se porter candidat. « Bien sûr que le président Yasser Arafat sera candidat, a déclaré M. Chaath, interrogé au téléphone. Oui, le président me l'a confirmé. » M. Erakat a évoqué une réforme

pour un système judiciaire indépendant et « des mesures pour séparer les pouvoirs ». Dans le domaine de la sécurité, plusieurs services seront rattachés au ministère de l'Intérieur et, du côté des finances, le gouvernement, qui fait face à d'innombrables accusations de corruption, s'engage à déposer « tous les revenus sur un compte unique du Trésor ».

Mais les Palestiniens souhaitent l'aide de la communauté internationale à « un programme d'action et de désescalade qui aidera les deux parties à remplir leurs engagements. Je voudrais demander aux dirigeants du GS, qui se retrouvent au Canada, d'essayer de convaincre le président Bush que ce dont les Palestiniens et les Israéliens ont besoin, c'est de l'action, pas une vision », a dit M. Erakat.

LE REVIREMENT DE BUSH

Dans le cadre du sommet, M. Bush a déclaré que son pays allait conditionner son aide aux Palestiniens à des réformes fondamentales en matière politique, économique et de sécurité.

La position intransigeante du président George W. Bush à l'égard de Yas-

ser Arafat s'expliquerait notamment par des rapports de services de renseignement liant le chef palestinien à un récent attentat suicide en Israël, a rapporté, hier, la presse américaine.

Ces rapports émaneraient selon le *Washington Post* des services de renseignement israéliens.

Ces informations montreraient que M. Arafat a autorisé le versement d'une somme de 20 000 \$ aux Brigades des martyrs d'Al-Aqsa.

Ce groupe armé, lié au mouvement Fatah du président Arafat, a revendiqué plusieurs attaques anti-israéliennes dont l'attentat suicide du 19 juin qui a tué sept Israéliens à Jérusalem.

Ces rapports auraient également retardé l'annonce d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient ainsi qu'un voyage du secrétaire d'État Colin Powell dans la région.

Jusqu'à lundi, M. Bush avait résisté aux appels israéliens demandant d'écarter Yasser Arafat du processus de paix, en l'accusant d'avoir initié la vague de récents attentats en Israël.

Mais les renseignements récents montrant qu'Arafat continuait à financer les martyrs d'Al-Aqsa auraient renforcé la détermination du président américain de se passer du dirigeant palestinien.

« C'était la clé. C'est ça qui a fait la différence », a déclaré un haut responsable américain au *New York Times*.

Alerte au désastre afghan !

CAMP DE RÉFUGIÉS DE SHAMSHATOO, Pakistan (d'après AFP) — Les Nations unies craignent que l'Afghanistan ne devienne le prochain grand désastre humanitaire mondial si des appels pour de la nourriture et des fonds ne reçoivent pas de réponse.

Un porte-parole du Programme alimentaire mondial (PAM) a estimé que ce pays pourrait être bientôt peuplé de « squelettes ambulants », à l'occasion d'une visite du nouveau patron du PAM dans le camp de réfugiés de Shamshatoo, dans le nord-ouest du Pakistan.

« Ce qui compte pour nous, c'est de ne pas attendre le facteur CNN, lorsque les images montrent des gens à bout, en train de mourir en direct et qu'à ce moment-là seulement arrivent argent et nourriture, a déclaré Khaled Mansour.

« Malheureusement, nous avons à attendre le stade des squelettes ambulants avant de recevoir l'argent. Nous espérons que cela n'arrivera pas en Afghanistan ».

« Ce n'est pas encore arrivé, mais le taux de malnutrition s'élève. Si cela continue encore plusieurs mois, nous aurons certainement des squelettes ambulants. Les gens ne meurent pas seulement de famine, mais aussi de malnutrition. Cela empire. »

UN RETOUR MASSIF

Les humanitaires ont déjà prévenu que les faibles ressources afghanes sont débordées par le retour des réfugiés, plus d'un million en provenance du seul Pakistan en quatre mois.

De nombreuses régions manquent encore de nourriture, d'eau propre et d'hygiène.

Selon certains humanitaires opérant au Pakistan, des réfugiés rentrent chez eux, font une évaluation et reviennent au Pakistan.

« Il y a des familles qui sont parties en Afghanistan, qui n'y ont rien trouvé et qui sont revenues », indique Ghazala Shah, qui travaille dans ce camp de réfugiés situé à 40 km de Peshawar. « Ces familles disent 'Ne repartez pas' ».

Elle ajoute que de nombreux réfugiés font la navette entre les deux pays. « Beaucoup sont rentrés en Afghanistan pour l'été et reviendront ensuite ».

Selon elle, les Pashtouns — principal groupe ethnique d'Afghanistan — hésitent à rentrer au pays depuis la victoire de l'Alliance du Nord — dominée par les Tadjiks — sur les talibans, et ce, malgré la prestation de serment du nouveau gouvernement.

« La plupart des Pashtouns ont construit des maisons ici. Ils ont un abri ici et préfèrent y rester », dit-elle.

Le Pakistan est maintenant considéré comme un domicile permanent par de nombreux réfugiés, certains présents depuis 20 ans.

Le PAM ne nourrit que 123 000 des quelque 1,5 million de réfugiés de la province du Nord-Ouest du Pakistan, selon le commissaire aux réfugiés de la province.

La France se mobilise contre l'insécurité

■ **PARIS** (d'après AFP) — Le ministre français de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, a appelé hier les commissaires de police à « la mobilisation, à l'engagement et à la responsabilisation dans la guerre contre l'insécurité », un des grands thèmes de la campagne pour les élections présidentielles et législatives remportées par la droite.

Le bilan général de leur action, grâce à « des indicateurs mesurant moyens employés et résultats obtenus » fera l'objet d'un « rapport annuel devant le Parlement », a annoncé le ministre, nommé à la tête d'un nouveau super-ministère de la Sécurité.

« C'est vous qui ferez que nous allons gagner la guerre contre l'insécurité », a lancé le ministre à l'ensemble des commissaires et chefs de services de la Police nationale, réunis à Paris, les enjoignant à s'investir « avec compétence et avec force (dans) la lutte sans merci que nous allons engager contre la délinquance et l'insécurité ».

M. Sarkozy a en outre promis aux responsables policiers de leur « offrir les moyens indispensables à la sécurité intérieure au travers » de sa loi d'orientation et de programmation, qu'il présentera devant l'Assemblée nationale, en juillet.

Mais, a-t-il ajouté, la contrepartie sera « la responsabilisation et la reconnaissance des résultats » obtenus sur la base d'« objectifs quantifiés d'effica-

city, de réduction de la criminalité, d'augmentation du taux d'élucidation » que les commissaires et chefs de services devront fixer chaque année.

Le ministre de l'Intérieur veut que « les Français sentent une police tournée vers l'action et les résultats ».

Par ailleurs, l'ancien ministre socialiste des Affaires européennes, Pierre Moscovici, représentant de la France à la Convention sur l'avenir de l'Europe, ne voit aucune raison de démissionner en dépit des pressions du nouveau gouvernement de droite qui souhaite son départ.

Le maintien à ce poste, stratégique pour l'avenir de la France en Europe, d'un homme de gauche et de surcroît très engagé auprès de l'ancien premier ministre socialiste Lionel Jospin irrite la nouvelle majorité de droite. « On le fera savoir à l'intéressé », assure-t-on autour du nouveau PM, J.-P. Raffarin. Le nom du remplaçant de M. Moscovici est d'ailleurs déjà sur les lèvres : c'est Noëlle Lenoir, ministre déléguée aux Affaires européennes.

Guerre en ligne d'Al-Qaida contre les É.-U.

■ **DUBAI** (d'après AFP) — Le réseau Al-Qaida d'Oussama Ben Laden, qui vient de menacer de frapper de nouveau des objectifs américains, est engagé aussi dans une guerre électronique contre l'Amérique qui le traque dans Internet.

La nouvelle menace du réseau terroriste figure dans un enregistrement sonore de son porte-parole, Suleiman Abou Ghaith, diffusé sur le site, *drasat.com*, du Centre d'études et de recherches islamiques, répercutée dimanche par la télévision qatarote Al-Jazira.

Ce centre est considéré par des spécialistes d'Al-Qaida, interrogés par l'AFP, comme le plus crédible parmi les dizaines de sites islamistes qui prétendent couvrir les activités du réseau depuis le lancement en octobre de la campagne militaire américaine contre le régime des talibans en Afghanistan, où s'était réfugié ben Laden, le commanditaire des attentats du 11 septembre.

Ce nouveau site a remplacé *alned.com*, utilisé pendant plus de cinq mois par le même centre pour la diffusion d'informations, de communiqués, d'études et d'enregistrements sonores relatifs exclusivement à Al-Qaida et aux talibans.

Le quotidien *USA Today*, citant des responsables américains et des ex-

perts indépendants sur le terrorisme, a affirmé, samedi, que des agents américains scrutaient Internet pour y guetter l'éventuelle réapparition du site *alned.com*, utilisé par Al-Qaida pour adresser des messages codés à ses partisans pour regrouper ses forces et leur donner des instructions en vue de nouvelles attaques.

Alned.com, désormais réduit au silence par les services de renseignements américains, était enregistré à Singapour et avait fait son apparition en juin sur des serveurs en Malaisie et au Texas, avant d'en être retiré à la demande des États-Unis.

Par ailleurs, les forces américaines en Afghanistan ont été mises en état d'alerte, hier, lors du raid mené par le Pakistan contre un repaire présumé d'Al-Qaida, a indiqué le Pentagone. Ce raid a été lancé à la suite de renseignements fournis par les États-Unis sur la présence supposée de 40 à 50 membres d'Al-Qaida dans deux bâtiments. Onze membres des forces de l'ordre pakistanaises et deux Tchétchènes ont alors été tués.

Serment d'allégeance des Américains jugé anticonstitutionnel

■ SAN FRANCISCO (AP et AFP) — C'est un jugement qui risque de faire beaucoup de bruit aux États-Unis. Pour la première fois, une cour d'appel a jugé anticonstitutionnel, hier, le Serment d'allégeance récité chaque jour par les écoliers américains depuis des décennies, en raison de la référence à Dieu rajoutée par le Congrès en 1954.

La 9^e cour d'appel fédérale, qui siège à San Francisco, en Californie, a rendu cette décision par deux voix contre une. Si ce jugement est confirmé, cela signifie que les écoliers ne pourront plus prononcer ce serment, au moins dans les neuf États de l'ouest des États-Unis couverts par cette cour d'appel (Alaska, Arizona, Californie, Hawaï, Idaho, Montana, Nevada, Oregon et l'État de Washington).

Toutefois, le gouvernement fédéral a annoncé son intention de faire appel de cet arrêt. Il peut soit demander à cette même cour d'appel de revoir son jugement, soit porter l'affaire devant la Cour suprême des États-Unis. La décision ne s'appliquera donc pas avant l'examen de ces recours et, le cas échéant, la confirmation du jugement d'hier. Certains juristes jugent probable l'annulation de cette décision en appel.

Le serment d'allégeance (*Pledge of Allegiance*), rédigé en 1892 et complété en 1954, est prononcé chaque jour par les élèves des écoles primaires américaines qui, debout devant le drapeau des États-Unis, la main sur le cœur, proclament : « Je jure allégeance au drapeau des États-Unis d'Amérique et à la République qu'il représente, une nation placée sous la protection de Dieu, indivisible et garantissant liberté et justice pour tous. »

Selon la 9^e cour d'appel fédérale, l'expression « sous la protection de Dieu » rajoutée par le Congrès en 1954 revient, pour le gouvernement américain, à reconnaître une religion en violation de la clause constitutionnelle qui a institué la séparation de l'Église et de l'État (*Establishment Clause*).

Professer que nous sommes une nation placée sous la protection de Dieu revient, du point de vue de l'*Establishment Clause*, à professer que nous sommes une nation placée sous la protection de Jésus, de Vishnu, de Zeus ou sous la protection d'aucun dieu, car aucune de ces professions n'est neutre au regard de la religion, a estimé la cour d'appel dans son jugement rédigé par le juge Alfred T. Goodwin au nom des trois juges.

Lors de l'instruction de l'affaire particulière ayant conduit à cet arrêt, le gouvernement américain avait souligné que le contenu religieux de l'expression « une nation placée sous la protection de Dieu » était minimal. Mais, dans son jugement, la cour d'appel a estimé qu'un athée ou un croyant

d'une religion non judéo-chrétienne pouvait considérer cette mention comme une reconnaissance du monothéisme.

« RIDICULE »

Au Canada, où le président George W. Bush assiste au sommet du G8, le porte-parole de la Maison-Blanche, Ari Fleischer, a déclaré : « La réaction du président est que ce jugement est ridicule. La Cour suprême elle-même commence chacune de ses séances par la phrase 'Dieu sauve les États-Unis et cette Cour honorable', dit-il.

Le Sénat américain a voté à l'unanimité, hier, une résolution de soutien au serment d'allégeance. Aussitôt connu, l'arrêt a provoqué stupéfaction et colère chez les élus américains qui se sont empressés de dénoncer une décision qualifiée de « scandaleuse », « ridicule » et « dépourvue de sens ».

Une manif fait deux morts à Buenos Aires



Deux jeunes dans la vingtaine sont morts après avoir été blessés par balles et plusieurs autres ont été blessés lors d'affrontements avec la police antiémeute pendant des manifestations de chômeurs et de pauvres, hier, à la périphérie de Buenos Aires. Plusieurs blessés ont été transférés dans des hôpitaux publics et une cinquantaine de personnes ont été arrêtées lors de ces manifestations pour réclamer des emplois et des colis alimentaires. Les manif sont presque quotidiennes dans ce pays frappé par la récession, notamment depuis que la crise a explosé en décembre dernier.

Castro menace Bush

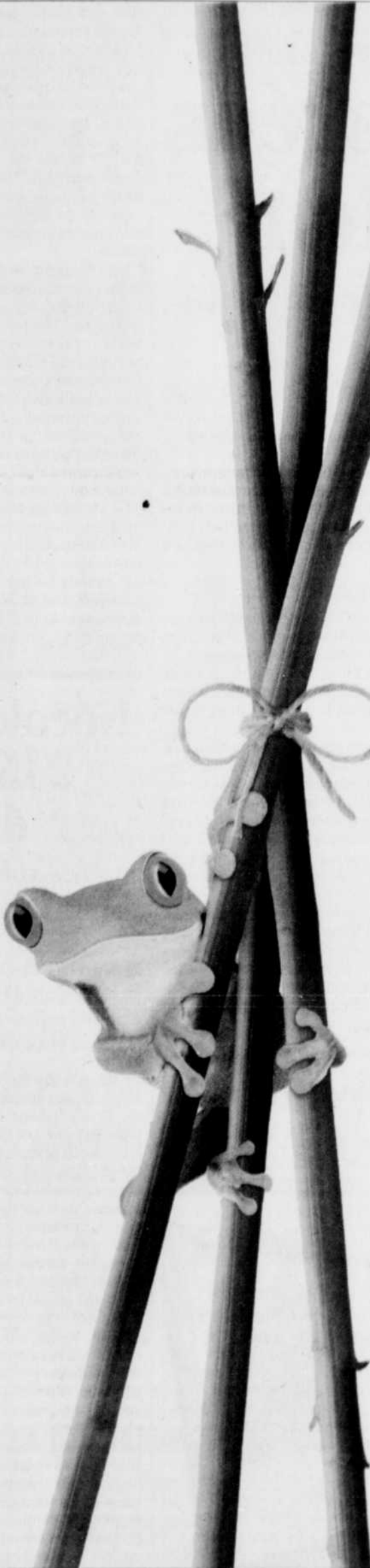
LA HAVANE (AFP) — Le président de Cuba, Fidel Castro, a lancé hier une mise en garde au président américain Georges W. Bush, l'avertissant que si les États-Unis persistaient dans leur « activités subversives » contre Cuba, il se rendrait responsable de la rupture des accords migratoires entre les deux pays et de la fermeture de la représentation américaine dans l'île.

« Ce sera la responsabilité du gouvernement des États-Unis si l'insistance sur de telles pratiques conduisait à l'annulation des accords migratoires et à la fermeture de la Section des intérêts américains de La Havane », seule représentation américaine à Cuba en l'absence de relations diplomatiques entre les deux pays.

Dans une intervention relativement courte de 40 minutes qu'il a lui-même qualifiée de « sereine » lors de la session-marathon extraordinaire du Parlement, dont l'objet est d'approuver un amendement inscrivant de manière intangible le socialisme dans la Constitution cubaine, le président Castro a ajouté toutefois qu'il « ne souhaitait pas en arriver là ».

Fidel Castro a accusé Washington d'envoyer du personnel à Cuba avec de l'argent destiné à l'opposition interne et s'est plaint « que ses diplomates parcourent le pays organisant des réseaux et des conspirations », en violation des lois internationales.

Les sections d'intérêts à La Havane et à Washington ont été ouvertes durant la présidence de Jimmy Carter en 1977, longtemps après la rupture des relations entre les deux pays en 1961. Les accords migratoires visant à assurer une émigration légale et contrôlée de Cuba vers les États-Unis sont la seule convention en vigueur entre les deux pays et datent de 1994 et 1995.



Le Tout-à-Parler.
Tout est là,
même les extras.



Dans le nouvel ensemble Tout-à-Parler, tout est là : un seul prix, tout ce qu'il vous faut pour parler et les extras inclus pour seulement 199,99 \$!

- Un téléphone Samsung N150 trimode
- Un écouteur mains libres
- Quatre mois de temps d'antenne avec Parlez 25 (200 minutes d'appels locaux par mois)*
- La messagerie vocale, l'appel en attente, l'appel conférence et Naviguez à l'essai
- Les offres du programme AVANTAGES** (une valeur de plus de 100 \$)**

Pour plus de détails, appelez au 1 888 810-5555 ou visitez telusmobile.com

Le futur est simple.™

TELUS
mobilité™

Magasinez en ligne à telusmobile.com ou appelez-nous au 1 888 810-5555.

FUTURE SHOP LA CABINE TÉLÉPHONIQUE TELUS MOBILE COTIPLUCENTRE CompuSmart Centre du Réseau WAL-MART STEREO

BOUTIQUES TELUS MOBILITÉ ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

Québec Les Galeries de la Capitale Place Fleur de Lys Place Laurier	Communication B.V. Inc. 670, rue Bouvier, local 108 F.M. Électronique 41, rue Saint-Vallier Est	Beauport C26 sans fil 386, rue Segreuisse	Chicoutimi Communication Cellwets Chicoutimi 905, boul. Tabot Communications Télésignal 1660, boul. St-Paul, Bx. 116	Lévis Kosque Normand Hélieau Galeries Chagnon 1200, boul. Alphonse Desjardins	St-Félicien Communications Télésignal Lac-Saint-Jean Inc. 961, boul. Hamel	Sainte-Foy Place Sainte-Foy Communications Cellwets 1065, rue Jean-Talon Sud, local 102	Saint-Jean-Christophe Expert-Cell Telecom 778-B, rue Commerciale	Saint-Nicolas Techo-Services Télécommunications 485, de l'Antra
---	---	--	---	---	--	---	---	--

*Les taxes, les redevances d'utilisation et les frais d'entretien. Le temps d'antenne additionnel, des services de qualité Net en main et des services d'urgence 911 sont en sus. **Valeur annuelle totale. L'offre sur l'ensemble Tout-à-Parler est valable avec les nouvelles mises en service seulement et ne peut être jumelée à aucune autre offre de crédit sur la téléphonie mobile à un contrat. Valable du 1^{er} au 30 juin 2002. ©2002 SOCIÉTÉ TELUS MOBILE / TELUS Mobility. Le logo TELUS Mobilité et telusmobile.com sont des marques de commerce déposées avec l'autorisation de TELUS Corporation. Le futur est simple, AVANTAGES et Tout-à-Parler sont des marques de commerce déposées avec l'autorisation de Clearnet Inc.

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS



Russell Gilbert, maire de Sainte-Marie et président du conseil régional de concertation et de développement de Chaudière-Appalaches, et le directeur général Martin LaRue ont présenté le plan stratégique de développement de la région.

DÉVOILEMENT DU PLAN STRATÉGIQUE 2002-2007

À l'œuvre pour créer une vraie région

Russell Gilbert lance un appel à la solidarité en Chaudière-Appalaches

GUY BENJAMIN

GBenjamin@lesoleil.com

■ Russell Gilbert ose espérer que d'ici cinq ans, Chaudière-Appalaches sera considérée comme une véritable région. Pour y arriver, le président du conseil régional de concertation et de développement lance un appel à la mobilisation et à la solidarité.

« Il faut développer l'esprit de partage. On ne peut plus travailler en sous-régions », de déclarer celui qui est aussi le maire de Sainte-Marie de Beauce.

Le président du CRCD a émis ces commentaires à l'occasion du dévoilement du plan stratégique régional 2002-2007. Voici vers quoi nous voulons tendre pour les cinq prochaines années, de dire Martin LaRue, le directeur général de l'organisme, en présentant le document.

Le développement de la connaissance, l'amélioration de la qualité du milieu de vie, l'implantation d'entreprises dans les secteurs de pointe, l'exploitation durable des ressources naturelles, la protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement, de même que faire de la région Chaudière-Appalaches un endroit touristique de choix sont les six grands thèmes du plan stratégique.

Le document met en lumière les forces et les faiblesses de la région. La faible proportion d'emplois de savoir élevé, l'exode des jeunes et le peu de dépenses industrielles en recherche et développement sont des problèmes à corriger.

Le marché régional du travail est caractérisé par l'abondance d'emplois peu qualifiés. Ce qui explique en partie la

problématique du décrochage scolaire auquel il faudra s'attaquer. On sait que l'ensemble de la population de Chaudière-Appalaches est significativement moins scolarisée que la moyenne québécoise.

Chaudière-Appalaches présente historiquement un bas taux de chômage grâce à la force de son secteur primaire. La région est le royaume de la petite et moyenne entreprise. Le secteur agroalimentaire y est également très fort. Les secteurs de deuxième et troisième transformations sont toutefois à développer.

QUALITÉ DU MILIEU DE VIE

La production massive dans le domaine animal, notamment le porc, pose un défi à la région. Le CRCD propose donc de soutenir les entreprises agricoles dans la recherche de solutions pour protéger l'environnement. Il s'agit d'un élément important dans la qualité du milieu de vie par le maintien et l'amélioration de la santé et de la sécurité.

Parmi les faiblesses décelées, il y a l'exode des jeunes, la scolarisation peu élevée et le peu de dépenses industrielles en recherche et développement

« Pour retenir les jeunes, il ne faut pas juste un chèque de paie », de lancer Russell Gilbert. Le thème de la qualité du milieu de vie revient encore. C'est la raison pour laquelle le document du CRCD propose de développer davantage la diffusion des arts de la scène, le rayonnement des salles de spectacles, et l'accès aux loisirs.

Le nombre de touristes a doublé en 10 ans en Chaudière-Appalaches. Malgré cette donnée, la part de la région dans l'ensemble des dépenses des touristes au Québec est demeurée stable. Le CRCD propose de profiter de la hausse de l'intérêt pour le tourisme culturel et le développement du tourisme récréotouristique pour faire de Chaudière-Appalaches une région attrayante et visitée.

MENACES DE MORT CONTRE UN JUGE

Claude Berger recouvre sa liberté

Le juge Louis-Charles Fournier dit n'avoir aucune preuve que le trompettiste des Hells ne reviendra pas en cour le 30 juillet

ÉLISABETH FLEURY

EFleury@lesoleil.com

■ Accusé d'avoir menacé de mort le juge Jean-Pierre Dumais, le trompettiste des Hells Angels, Claude Berger, a pu recouvrer sa liberté au terme de son enquête sous cautionnement, hier après-midi.

Une ordonnance de non-publication empêche toutefois de rapporter les propos tenus durant un peu plus de deux heures devant le juge Louis-Charles Fournier, du district de Chicoutimi.

D'après les informations divulguées la semaine dernière par la Sûreté du Québec, Claude Berger a été arrêté le soir du 18 juin alors qu'il sortait d'un bar de la rue Sainte-Geneviève, à Québec.

L'ex-musicien de l'Orchestre symphonique de Québec aurait rencontré le juge Dumais dans un Réno-Dépôt de Québec, le 30 mai, et lui aurait tenu des propos menaçants. À la suite de cet incident, des méfaits auraient été commis à la résidence du magistrat. Selon le quotidien sherbrookoise *La Tribune*, un pot de fleurs aurait été fracassé et deux boulons sur chaque roue avant du véhicule de son épouse auraient été dévissés.

Une semaine avant la fameuse rencontre dans les allées de la quincaillerie, le juge Dumais avait cité Berger à son procès pour extorsion, voies de fait et séquestration. Le trompettiste, qui est en attente d'un autre procès pour possession d'arme prohibée, s'était attiré les foudres du magistrat parce qu'il avait affiché un sourire narquois en écoutant les propos d'un témoin de la poursuite. Fâché, le juge Dumais lui avait alors ordonné de cesser de rire sous peine d'être accusé d'outrage au tribunal.

Hier, la poursuite, représentée par M^e Pierre Lapointe, a fait entendre comme témoin un enquêteur de la SQ, qui a relaté les faits de la cause. L'avocat de Berger, M^e Jean-Louis Lemay, a quant à lui appelé à la barre l'épouse de son client, qui a accepté de caution-

ner l'homme qui partage sa vie depuis une trentaine d'années.

Rappelant que Berger faisait face à des accusations de menaces de mort, de harcèlement et de bris d'engagement, le juge Fournier a affirmé que la preuve, pour les deuxième et troisième chefs, n'était pas très « étanche ». « L'accusé n'a pas d'antécédents judiciaires en matière de violence, ni d'antécédents de manquements à des conditions. Et je n'ai pas d'éléments qui me laissent croire qu'il ne se représentera pas devant la cour », a ajouté le juge Fournier.

SOUS CONDITIONS

Son épouse depuis 30 ans a versé la caution de 8000 \$

Berger a pu recouvrer sa liberté moyennant un engagement personnel (avec dépôt d'agent) de 8000 \$. Certaines conditions lui ont également été imposées, dont celles de se rapporter tous les vendredis au poste sherbrookoise de la SQ (au bureau de l'Escouade régio-

nale mixte, plus particulièrement), de s'abstenir de se trouver dans le district de Québec (sauf pour y rencontrer son avocat) et de ne pas tenter d'entrer en contact avec les témoins de la poursuite. Il devra revenir en cour le 30 juillet pour le reste de la divulgation de la preuve.

Mardi, on apprenait que Berger ne pourra, tel qu'il l'avait demandé, réintégrer son poste d'enseignant au département de musique du collège de Sherbrooke en raison de ses démêlés judiciaires.

La SQ considère toujours Berger comme un membre en règle des Hells de Lennoxville, mais certaines informations circulent à l'effet que le quinquagénaire aurait quitté le clan dernièrement.

L'école Vision fera passer 245 voitures de plus dans le quartier

Les voisins préféreraient des navettes

MICHÈLE LAFERRIÈRE

MLaferriere@lesoleil.com

■ L'arrivée de l'école Vision sur le chemin Gomin, à Sillery, entraînera le passage de 245 autos supplémentaires, matin et soir. Les résidents du secteur le prennent mal. Mais leur « défaite » passerait mieux si l'école instaurait un système de navettes.

La Ville de Québec avait organisé une soirée d'information, hier soir, au Centre Brûlard, dans le quartier Sillery, pour livrer tout ce qu'elle sait de ce projet d'école primaire, privée, trilingue (anglais, français et espagnol), à vocation régionale. Une soixantaine de citoyens s'y sont présentés, en déplorant que l'information arrive si tard.

Marc des Rivières, directeur par intérim du service du transport de la Ville de Québec, a donné les grandes lignes de l'étude, très attendue, des impacts sur la circulation. L'école Vision pourra accueillir un maximum de 350 élèves, du préscolaire et du primaire. Mais 270 s'y trouveront en même temps, compte tenu des enfants du préscolaire qui la fréquenteront à temps partiel. Et 97 % des écoliers seront transportés en auto. Il y aura 1,17 enfant par véhicule. Les 20 employés viendront tous dans leur propre auto. Résultat : 245 véhicules de plus aux heures de pointe, le matin et à la fin de l'après-midi.

« MESURES D'ATTÉNUATION »

Ce nouveau flot de trafic dans le quadrilatère des avenues Maguire et Marguerite-Bourgeoys, et des boulevards Laurier et René-Lévesque, supposera des « mesures d'atténuation » pour contrôler la circulation et assurer la sécurité des piétons. Des virages à droite pourraient être interdits à certains endroits, des arrêts obligatoires ajoutés, des trottoirs construits, des

casiers de stationnement et un débarcadère aménagés dans la cour d'école.

Ces solutions proposées par la Ville n'ont pas adouci les propos des citoyens voisins de l'école, qui logera, en septembre, dans l'ancienne résidence des sœurs Notre-Dame Missionnaires d'Afrique. Le ministère de l'Éducation ne lui a pas encore délivré son permis, mais, selon la porte-parole Josée Turmel, ce n'est qu'une question de jours. Les derniers chiffres font état de 175 enfants inscrits à temps plein et d'une soixantaine à temps partiel. Dix enseignants sont déjà embauchés. Et la Ville a délivré deux permis de démolition et d'aménagement intérieurs.

Hier soir, un homme a réagi en parlant d'un « projet fou braque ». Une femme a proposé à l'école Vision d'acheter une « énorme maison » tout près, histoire de détourner la circulation sur son terrain. Elle a aussi prié la Ville d'installer des « dos d'âne » sur la chaussée. « Le zonage permet trop de choses », a souligné un citoyen. Mais la suggestion de navettes pour véhiculer les élèves a ravi la plupart des réfractaires. L'idée fera son chemin à la Ville de Québec.

Le conseiller de l'arrondissement 3, Paul Shoiry, a proposé la création d'un comité de suivi, parce que l'étude de circulation a été conçue en fonction d'hypothèses et non de certitudes. Il estime essentiel que les citoyens y participent, sur la base de leurs observations et de leur nouvelle réalité.

Les citoyens du secteur le prennent encore mal

Suites historiques au Château Frontenac



De Winston Churchill à Elizabeth II en passant par René Lévesque et Robert Bourassa, le Château Frontenac fait revivre son passé en baptisant 17 de ses suites du nom de ses plus illustres clients. Depuis 1893, des centaines de personnalités ont séjourné au Château, mais la direction a dû restreindre son choix. « Ce fut arbitraire, mais chacun de ces dignitaires a marqué l'histoire nationale ou internationale, précise le directeur général de l'hôtel, M. Philippe Borel (ci-dessus, devant une photo de Churchill). On rend hommage à des gens qui ont laissé des traces au Château. » Cette initiative de la direction s'inscrit comme une première étape dans les préparatifs du 60^e anniversaire des Grandes Conférences de Québec, en août 2003. G.D.

PROCÈS DE FRANÇOIS BINETTE

La défense identifie le « vrai chauffeur »

RICHARD HÉNAULT
RHenaault@lesoleil.com

Non seulement l'avocat de François Binette estime-t-il qu'il y a absence totale de preuve que ce dernier ait été le chauffeur de la Jeep dans laquelle prenait place le tireur, la nuit du meurtre de Caroline Veilleux, mais il identifie le véritable chauffeur. Il s'agit de Martin Tremblay-Siconnelly, l'une des « trois vedettes de la Couronne », d'après les termes employés par M^e Martin Tremblay.

Affirmant que Binette ne pouvait être sur la 1^{re} Avenue, à Québec, vers 2 h 20 dans la nuit du 29 mars 2000, M^e Tremblay a plaidé hier que seul Siconnelly pouvait avoir vu le sang des victimes gicler, tel qu'il en a témoigné devant le jury en prêtant ces propos à Yvon Labbé, le tireur. L'avocat s'est aussi employé à démolir d'autres pas-

sages du témoignage de Siconnelly, entre autres celui où il décrit la position de Labbé lorsqu'il a ouvert le feu en direction du véhicule des victimes. Selon M^e Tremblay, le tireur aurait endommagé la portière de la Jeep s'il s'était assis sur le rebord.

Pour l'avocat, il apparaît tout aussi impossible que Siconnelly ait perdu la Jeep de vue sur la 1^{re} Avenue, s'il l'avait suivie comme il dit l'avoir fait. Enfin, Siconnelly dit avoir été posté au coin de la 1^{re} Avenue et de la 12^e Rue lorsque le meurtre a été commis, alors qu'une autre témoin s'y est fait déposer par un taxi et qu'elle ne l'a pas vu.

D'autre part, un témoin indépendant, qui se trouvait au coin de la 1^{re} Avenue et de la 13^e Rue quelques instants avant le meurtre, a aperçu le conducteur de la Jeep. Il est formel, ce n'était pas Binette. Alors que celui-ci a toujours eu le crâne rasé, le conduc-

teur décrit par le témoin avait des cheveux bruns frisottés. Qui plus est, il avait de la difficulté à maîtriser la pédale d'embrayage.

Tout au long de sa plaidoirie, M^e Tremblay s'est montré excessivement virulent et agressif envers le procureur de la Couronne et l'enquêteur principal au dossier, allant jusqu'à suggérer qu'ils auraient pu faire preuve d'incompétence. Interpellant fréquemment les deux hommes, M^e Tremblay s'est dit d'avis que son confrère devrait tourner des films.

Soulignant le danger de faire confiance aux « trois vedettes de la Couronne », le délateur Georges Duchesneau, Martin Tremblay-Siconnelly et Charles Egan, M^e Tremblay a par exemple souligné que les faits sur la 1^{re} Avenue ne peuvent s'être déroulés avant minuit, comme l'a affirmé Duchesneau, puisque la Jeep de Binette

a été filmée sortant du garage de sa résidence à 23 h 57. De plus, l'accusé n'avait pas besoin de trois heures pour trouver la résidence de Caroline Veilleux, comme on l'a laissé entendre, car il s'y était rendu au moins à quatre reprises précédemment.

Puisant dans la preuve de la poursuite, M^e Tremblay a rappelé aux jurés que son client a été le seul à ne pas changer ses habitudes après le meurtre. Il a conservé son téléphone cellulaire ainsi que les vêtements qu'il aurait portés cette nuit-là, et la filature qui a duré presque deux mois n'a pratiquement rien donné. De plus, de rappeler l'avocat, on sait que, dans le milieu, on ne se sert pas de son véhicule pour commettre un crime et qu'on détruit celui dont on s'est servi.

Suivant la plaidoirie de M^e Tremblay, tant Labbé que Siconnelly, Egan et même la mère de Caroline Veilleux ont

menti à la police. L'enquêteur berné par eux n'a pas témoigné, a reproché M^e Tremblay, en insistant aussi sur le fait que la poursuite n'a pas fait entendre non plus Linda Gadoury, la jeune femme qui accompagnait les deux victimes.

Selon l'avocat, il faut retourner au témoignage de Mélanie Boucher, la jeune femme atteinte d'une balle à la tête, pour trouver la vérité. Ainsi, cette dernière a déclaré avoir vu un homme debout dans la rue, puis elle a perçu une ombre avant que les coups de feu soient tirés.

Selon M^e Tremblay, cet homme s'est approché à pied du Tracker des victimes. Autrement, il n'aurait pu faire mouche à trois reprises dans la portière du véhicule. Or, d'opiner M^e Tremblay, le tireur a très bien vu où il tirait.

Le juge François Tremblay ne donnera ses directives finales aux jurés que mardi.

Pascal Laroche cité à procès pour meurtre au second degré

Il est accusé de parricide

IAN BUSSIÈRES
Collaboration spéciale

■ VICTORIAVILLE — Pascal Laroche, cet homme de Saint-Norbert-d'Arthabaska accusé d'avoir abattu son père d'une décharge de fusil de calibre .12, en juin 2001, subira un procès sous des accusations de meurtre au second degré et d'utilisation d'une arme à feu lors de la perpétration d'un acte criminel.

La juge Dominique Sadler a rendu cette décision hier après avoir entendu l'enquête préliminaire de l'homme de 30 ans, représenté par M^e Ronald Robichaud. La cause a été renvoyée aux assises le 12 août, où une date de procès sera fixée.

Les événements auxquels font référence les accusations se sont déroulés dans l'après-midi du 10 juin 2001, alors que Paul-Émile Laroche, 53 ans, rendait visite à son fils en compagnie de son épouse.

Selon la police, une querelle familiale qui durait depuis plusieurs années aurait resurgi durant la visite, ce qui aurait amené l'accusé à perdre son sang-froid et à s'emparer d'un fusil de calibre .12 pour tirer sur son père sous les yeux horrifiés de sa mère et de sa conjointe.

Le quinquagénaire est décédé des suites de ses blessures à l'Hôtel-Dieu Arthabaska de Victoriaville, où il avait été transporté d'urgence après le drame.

D'abord détenu au département de psychiatrie du Centre hospitalier de l'Université de Sherbrooke, Pascal Laroche, qui a été déclaré apte à subir un procès, a plus tard été remis en liberté sous certaines conditions sévères, dont celles d'habiter obligatoirement chez sa mère et de ne posséder aucune arme à feu.

EN BREF

Les CS crient au scandale

■ La Fédération des commissions scolaires du Québec juge scandaleuse l'annonce faite mardi par le gouvernement du Québec d'une subvention de plus de 800 000 \$ pour l'agrandissement et la rénovation du Séminaire Saint-François, une école secondaire privée située à Saint-Augustin-de-Desmaures. La FCSQ dénonce cette nouvelle aide aux écoles privées au moyen du programme Travaux d'infrastructure Canada-Québec, qui les aide à augmenter leur clientèle, alors que le réseau public doit supporter le poids financier de locaux vides en raison de la décroissance démographique. Selon André Caron, président de la FCSQ, « le parc immobilier des commissions scolaires aurait besoin d'un milliard \$ pour remettre à niveau ses écoles ». Or, les écoles publiques n'auraient reçu que quelque 60 millions \$ pour rénover leurs bâtiments, en vertu du plan d'accélération des investissements publics du gouvernement du Québec, annoncé dans le budget 2002-2003. M. L.

Rabais exceptionnels partout en magasin!

GRANDE CÉLÉBRATION estivale

Literie	Literie	Matelas	Salle de bain																																																										
<p>Duvets</p> <p>Construction en doison</p> <table border="1"> <tr><td>Simple</td><td>Double</td><td>Grand</td><td>Tres grand</td></tr> <tr><td>89⁹⁵</td><td>109⁹⁵</td><td>119⁹⁵</td><td>149⁹⁵</td></tr> </table> <p>Oreillers de duvet blanc 27⁹⁵</p> <p>Taies d'oreillers en percale Assortiment d'imprimés Légères imperforations. La paire 2⁹⁵</p> <p>Wamsutta Springmaid</p> <p>Ensembles de draps en percale 180 fils au pouce carré Meunier d'origine pour une douceur de chaque modèle.</p> <table border="1"> <tr><td>Simple</td><td>Double</td><td>Grand</td><td>Tres grand</td></tr> <tr><td>16⁹⁵</td><td>24⁹⁵</td><td>34⁹⁵</td><td>44⁹⁵</td></tr> </table>	Simple	Double	Grand	Tres grand	89 ⁹⁵	109 ⁹⁵	119 ⁹⁵	149 ⁹⁵	Simple	Double	Grand	Tres grand	16 ⁹⁵	24 ⁹⁵	34 ⁹⁵	44 ⁹⁵	<p>Springmaid</p> <p>Ensembles complets</p> <table border="1"> <tr><td>Simple</td><td>Double</td><td>Grand</td></tr> <tr><td>79⁹⁵</td><td>99⁹⁵</td><td>149⁹⁵</td></tr> </table> <p>Assortiment d'imprimés</p> <p>SIMMONS Beautyrest</p> <p>Oreiller 6⁹⁵</p> <p>Couvre-matelas « Easy Fit »</p> <table border="1"> <tr><td>Simple</td><td>Double</td><td>Grand</td></tr> <tr><td>9⁹⁵</td><td>12⁹⁵</td><td>14⁹⁵</td></tr> </table> <p>Lits en laiton et en fer Aux plus bas prix. Garantis!</p>	Simple	Double	Grand	79 ⁹⁵	99 ⁹⁵	149 ⁹⁵	Simple	Double	Grand	9 ⁹⁵	12 ⁹⁵	14 ⁹⁵	<p>Choisissez parmi notre vaste sélection</p> <p>Sealy</p> <table border="1"> <tr><td>Charmeur simple</td><td>199⁹⁵</td></tr> <tr><td>double</td><td>229⁹⁵</td></tr> <tr><td>grand</td><td>279⁹⁵</td></tr> <tr><td>très grand</td><td>349⁹⁵</td></tr> </table> <p>Sealy Pectorepic</p> <table border="1"> <tr><td>simple</td><td>à partir de 340⁹⁵</td></tr> <tr><td>double</td><td>à partir de 440⁹⁵</td></tr> <tr><td>grand</td><td>à partir de 490⁹⁵</td></tr> <tr><td>très grand</td><td>à partir de 790⁹⁵</td></tr> </table> <p>SIMMONS CANADA INC.</p> <p>Simmons</p> <table border="1"> <tr><td>Evasion simple</td><td>à partir de 219⁹⁵</td></tr> <tr><td>double</td><td>à partir de 349⁹⁵</td></tr> <tr><td>grand</td><td>à partir de 369⁹⁵</td></tr> <tr><td>Beautyrest simple</td><td>à partir de 489⁹⁵</td></tr> <tr><td>double</td><td>à partir de 599⁹⁵</td></tr> <tr><td>grand</td><td>à partir de 740⁹⁵</td></tr> <tr><td>très grand</td><td>à partir de 1069⁹⁵</td></tr> </table> <p>**Nous payons la TPS et la TVG ou ne payez rien avant un an. Nous vous accorderons une réduction de prix équivalente à la TPS et la TVG. Nous avons les produits.</p> <p>TEMPUR</p> <p>L'offre ne s'y applique pas</p> <p>Fenêtres</p> <p>Service à domicile gratuit 658-5218 Levolor HunterDouglas</p>	Charmeur simple	199 ⁹⁵	double	229 ⁹⁵	grand	279 ⁹⁵	très grand	349 ⁹⁵	simple	à partir de 340 ⁹⁵	double	à partir de 440 ⁹⁵	grand	à partir de 490 ⁹⁵	très grand	à partir de 790 ⁹⁵	Evasion simple	à partir de 219 ⁹⁵	double	à partir de 349 ⁹⁵	grand	à partir de 369 ⁹⁵	Beautyrest simple	à partir de 489 ⁹⁵	double	à partir de 599 ⁹⁵	grand	à partir de 740 ⁹⁵	très grand	à partir de 1069 ⁹⁵	<p>Robes de chambre 39⁹⁵</p> <p>Débarbouillettes 99⁹⁵</p> <p>CANNON</p> <p>Serviette de bain 4⁹⁵</p> <p>MARIEX STEVENS</p> <p>Essuie-main 1⁹⁵</p> <p>Draps de bain épais 37" x 65" 11⁹⁵</p>
Simple	Double	Grand	Tres grand																																																										
89 ⁹⁵	109 ⁹⁵	119 ⁹⁵	149 ⁹⁵																																																										
Simple	Double	Grand	Tres grand																																																										
16 ⁹⁵	24 ⁹⁵	34 ⁹⁵	44 ⁹⁵																																																										
Simple	Double	Grand																																																											
79 ⁹⁵	99 ⁹⁵	149 ⁹⁵																																																											
Simple	Double	Grand																																																											
9 ⁹⁵	12 ⁹⁵	14 ⁹⁵																																																											
Charmeur simple	199 ⁹⁵																																																												
double	229 ⁹⁵																																																												
grand	279 ⁹⁵																																																												
très grand	349 ⁹⁵																																																												
simple	à partir de 340 ⁹⁵																																																												
double	à partir de 440 ⁹⁵																																																												
grand	à partir de 490 ⁹⁵																																																												
très grand	à partir de 790 ⁹⁵																																																												
Evasion simple	à partir de 219 ⁹⁵																																																												
double	à partir de 349 ⁹⁵																																																												
grand	à partir de 369 ⁹⁵																																																												
Beautyrest simple	à partir de 489 ⁹⁵																																																												
double	à partir de 599 ⁹⁵																																																												
grand	à partir de 740 ⁹⁵																																																												
très grand	à partir de 1069 ⁹⁵																																																												
Salle de bain																																																													
<p>Serviettes</p> <p>MARIEX EXCALIBUR</p> <p>Notre prix</p> <p>Bain 6⁹⁵ Essuie-main 4⁹⁵ Débarbouillette 2⁹⁵</p> <p>CANNON</p> <p>Tapis de bain 5⁹⁵</p> <p>Assortiment de rideaux de douches en DPC 4⁹⁵</p> <p>Table</p> <p>Invitation 3M Scotchguard 9⁹⁵</p> <p>déposés en 5 caedres 52 x 70 po et 60 x 84 po</p>																																																													

Porcelaine • Cristal • Articles-cadeaux • Couverts

<p>Tressage</p> <p>Ensemble 45 pièces en porcelaine fine 149⁹⁵</p>	<p>Royal Doulton Carmira</p> <p>citron, bleu, bordeaux • à partir de 11⁹⁵</p>	<p>Service de couverts en acier inoxydable 18/10</p> <p>Choix de 3 styles</p> <p>Ens. de 20 pièces 139⁹⁵</p> <p>Service d'appoint 5 pièces 79⁹⁵</p> <p>4 fourchettes et couteaux à poisson 49⁹⁵</p> <p>Ens. 4 couteaux à dessert ou 4 tartineurs 44⁹⁵</p> <p>Ens. de 4 fourchettes à desserts 19⁹⁵</p> <p>Ens. de 4 cuillères espresso 14⁹⁵</p>
--	---	--

Articles ménagers

<p>Ambry Home Médallion Professionnel</p> <p>EN PRIME: Poêle à omelette</p> <p>Acier inoxydable 18/10 fini miroir</p> <p>Disque en aluminium encapsulé (pour une cuisson égale)</p> <p>Garantie 20 ans • Ens. 9 pièces • Notre prix 139⁹⁵</p>	<p>Ambry Home Couteaux de chefs, acier trempé</p> <p>Ensemble de 3 • Garantie à vie • Notre prix 85⁹⁵</p>	<p>Grille-pain Toastess en chrome</p> <p>39⁹⁵</p>	<p>Couteaux à steak Laguiole</p> <p>Ensemble de 6</p> <p>Manches noirs 68⁹⁵ Manches inox 78⁹⁵</p>
---	---	---	--

Tout pour la maison aux prix garantis les plus bas

Garantie

CHACQUE JOUR, TOUTE L'ANNÉE

Si vous trouvez la même marchandise ailleurs à plus bas prix, nous respecterons non seulement ce prix mais nous vous accorderons un rabais additionnel de 10 %

LINEN CHEST

DÉCOR DÉPÔT

« Le supercentre de la mode maison »

Porcelaine Cristal à Cadieux

Liste de Mariage

Place Laurier • Québec : (418) 658-5218

Solde fin de saison

50% sur toutes les collections printemps-été

* Certains vêtements sont exclus de nos soldes.

Simone Paris

PLACE DE LA CITE
656-1902

du SOLEIL au menu!

Votre guide terrasses de l'été



Au menu

ENTRÉES (au choix)
Terrine de boeuf à l'estragon et son mesclun à l'huile de noix
Tartare de saumon à la mode du pays basque et crème à l'aneth
* Foie de volaille sauté et asperges vertes déglacées au vinaigre balsamique
Tortellini à la viande, sauce aux poivrons doux gratinés à la mozzarella

Crème de champignons ou
Consommé de bœuf au porto

PLATS PRINCIPAUX (au choix)
Rigatoni sauce napolitaine, olives de Kalamata, tomates séchées et suprême de poulet
23\$
Poêlée de rognons de veau au porto, échalotes confites au vin rouge et raisins frais
25\$
* Filet de mahi-mahi grillé chutney d'ananas au gingembre, sauce aux fruits exotiques
28\$
Mignon de bœuf poêlé, sauce au vandouvan et petits oignons caramélisés
32\$
Magret de canard rôti et son pain d'épices, sauce aux bleuets
34\$
Les délices de notre chef pâtissier
Café, thé

PARIS
BREST

529-2243
590, Grande Allée Est (coin De La Chevrotière)

RESTAURANT AUX GRAINS D' Sel
Le café-bistro de quartier où tout est différent

Terrasse sympathique
Un petit coin de jardin où chaleur et plaisir sont au rendez-vous!

Cuisine fraîcheur

Déjeuners tous les jours

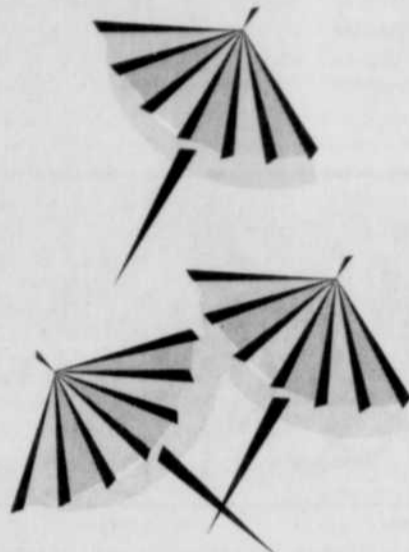
Face à TVA - 973, avenue Myrand
681-0188

L'Amarelle
RESTAURANT • TRAITEUR

48 places sur terrasse
Unique à Québec
Vin au prix de la SAQ + 5\$

Spécialiste des ris de veau à Québec

(418) 627-5526
8000, boulevard Henri-Bourassa Charlesbourg (Québec) G1G 4C7



Victor fait du hamburger une œuvre d'art... C'est un Victor
... et de l'été un vrai plaisir!

NOUVEAU!
Déjeuner week-end à Ste-Foy, à compter de 9h

Terrasse de 60 places

CHEZ VICTOR
2778, chemin Ste-Foy
Réservez au **651-8187**

Faim de Loup

On vous voyage dans nos valises

Juin : cuisine amérindienne
Juillet : Le Brésil

TERRASSE SOUS LES ARBRES

2830, chemin Sainte-Foy
653-8310

BLUES à la montagne

À consommer sans modération

Beau Regard FINE CUISINE RÉGIONALE

Tous les vendredis, du 21 juin au 23 août 2002.
Changez de rythme, en donnant de la saveur à vos vendredis soirs d'été. Vivez une expérience culinaire à la terrasse du restaurant Le BeauRegard, faite de méchouis et de poissons exotiques sur le grill, dans une ambiance de blues en compagnie du « Mo Blues Band » et de ses invités.

Réservation : (418) 827-5211

www.chateaumontsainteanne.com

LA TERRASSE
Il y a le soleil d'été, les accords des chansonniers, le charme du Vieux-Québec et... vous!

RESTAURANT D'ORSAY

MENU TERRASSE
Pizzas
Hot-dog européen
Salades
Panini
Croque-monsieur

225 PLACES SUR TERRASSE

65, rue de Buade (Place de l'Hôtel de ville) Vieux-Québec 694-1582

RESTAURANT Bella Rosa

La vie est Bella
Notre cuisine aussi

Venez découvrir notre terrasse et savourez nos spécialités italiennes

Fruits de mer • Grillades
Pâtes • Pizzas

Salons disponibles pour réunions de groupes

1276, av. Maguire 683-2444

Montego RESTO-CLUB

Soleil, saveur et musique...
L'ÉTÉ S'ANIME SUR LA TERRASSE DU MONTEGO!
5 à 7 • Musiciens en soirée du mercredi au samedi

1460, Maguire • 688-7991

GRAFFITI

Le Graffiti descend dans la tige!
Bientôt sur Cartier, une nouvelle terrasse-verrière qu'il fait bon fréquenter, beau temps mauvais temps!

1191, Cartier • 529-4949

Restaurant **L'Échaudé**
Terrasse sur rue piétonne

Les dimanches Brunchés!

73, rue Saint-Jean, Vieux-Québec
Réservez : 692-1299 www.echaude.com

Focaccia CAFÉ
CUISINE VACANCES

Savourez l'unique et original pasta-bar à Québec

Pizzas • pasta • salades • sandwichs

2383, chemin Ste-Foy (face à la pyramide) 650-9449

RESTAURANT La Playa
BAR MARTINI
Cuisine WestCoast

Un paradis de saveurs, de chaleur et de couleurs

90 variétés de Martinis
35 choix de pâtes

780, rue Saint-Jean, Québec 522-3989



L'EST ET LA CÔTE-NORD

Matane renoue avec sa tradition maritime



COLLABORATION SPÉCIALE HENRI MICHAUD

La tradition maritime de Matane revit, avec l'inauguration récente de la place des Rochelais, dans le Vieux-Port. La municipalité et le gouvernement du Canada ont injecté plus de 300 000 \$ dans ce projet qui souligne, à sa façon, la toute première présence officielle des marins de La Rochelle en sol matanaï, vers 1615. Outre la reconstitution partielle du premier navire ayant jeté l'ancre à Matane, le site, aménagé, propose notamment un bassin et une promenade. Le capitaine Henri Pluze, 86 ans, a procédé à l'inauguration des infrastructures en présence d'une quarantaine d'invités, ces jours derniers, en marge des Fêtes du Québec maritime. Ottawa a déjà investi plus de 7 millions \$ sur le site des anciennes installations portuaires.

CONTAMINATION À LA BACTÉRIE E.COLI

Le Centre hospitalier réclame en vain une réunion d'information

SYLVAIN DESMEULES
Collaboration spéciale

■ BAIE-SAINT-PAUL — Le sujet de l'heure, à Baie-Saint-Paul dans Charlevoix, est évidemment cette épidémie de contamination à la bactérie E.coli. Aucun autre cas n'a été déclaré hier et la santé des cinq dernières victimes continue de s'améliorer, même si trois d'entre elles ont été hospitalisées. Toutefois, Santé publique Québec ignore toujours la source de l'intoxication qui a touché 10 personnes jusqu'à maintenant.

« Nous faisons des analyses sur des aliments pour la recherche d'E.coli 0157. Nous n'avons pas de piste sérieuse qui relie tous les cas de contamination. Si nous avions une hypothèse expliquant l'épidémie, nous la ferions savoir rapidement. Nous comprenons très bien l'inquiétude des gens et nous travaillons très fort pour y mettre un terme », reconnaît Jean Trottier, du laboratoire d'expertise et d'analyse des aliments du MAPAQ.

Au Centre hospitalier de Charlevoix, d'autres personnes se sont présentées à l'urgence. « Il y a d'autres cas de suspects à partir du moment où nous constatons des signes cliniques semblables aux symptômes de la bactérie E.coli. Vous comprendrez que nous ne prenons aucune chance »,

a déclaré le directeur général de l'établissement, Robert Vallières.

Pressée de questions de la part du public, la direction du Centre hospitalier de Charlevoix a demandé en vain la tenue d'une rencontre d'information.

« Il nous faut rassurer les victimes et leurs proches, la population et le personnel infirmier », a-t-il ajouté, jugeant le nombre de cas suffisamment important pour se donner un protocole d'information publique.

DES PRÉCAUTIONS

Bien qu'inquiets, les commerçants gèrent avec calme la crise. Parmi les hôteliers, on note bien quelques annulations, mais rien de tragique. Chez les restaurateurs, certains y vont de précautions supplémentaires en cuisine, alors que d'autres modifient le menu du jour en évitant d'offrir de la viande hachée. Quelques-uns ont même choisi de s'approvisionner à l'extérieur du comté, préférant ne prendre aucune chance. Des bouchers ont également modifié leur approche en effectuant, par exemple, les manutentions de viande devant la clientèle. Les consommateurs locaux badinent sur le sujet, mais disent néanmoins adopter un comportement préventif et cherchent à savoir la cause de l'épidémie.

Ce n'est pas avant vendredi que le rapport du MAPAQ sera connu. Encore là, il n'est pas dit que la cause du mal soit identifiée. « Ce n'est pas évident, il se peut que nous ne trouvions jamais la source de la bactérie », a lancé la porte-parole de Santé publique Québec, Ginette Langevin.

Murdochville attend... et désespère

NAOMIE BRIAND
Collaboration spéciale

■ MURDOCHVILLE — La visite du ministre des Régions, Rémy Trudel, est toujours attendue avec impatience à Murdochville, alors que le ministre avait lui-même annoncé à l'Assemblée nationale qu'il ferait le point sur la relance de la municipalité avant le 30 juin.

Contacté par LE SOLEIL, le cabinet du ministre ne pouvait confirmer la date choisie pour le passage de M. Trudel. Il était quasi certain que ce ne sera pas avant mardi ou mercredi, au retour du congé de la fête du Canada. Impossible de joindre le député de Gaspé, Guy Lelièvre, qui ne sera de retour de vacances que mardi.

Le maire de Murdochville, Marc Minville, s'avoue déçu. « À mon point de vue, ils (le gouvernement) n'ont vraiment pas trouvé de solution à notre problème », affirme-t-il, en réitérant qu'il sent un manque flagrant de volonté politique.

Selon le ministre Trudel, plusieurs projets sont sur la table pour relancer Murdochville, dont un à vocation métallurgique piloté par la compagnie Allican. Le dévoilement de ce projet a d'ailleurs causé une grande commotion à Theford Mines, qui dit attendre la venue d'Allican chez elle depuis plusieurs années. Le récréotouristique, de même que l'éolien, sont d'autres idées avancées pour sauver Murdochville.

Ce que souhaite le maire, c'est l'engagement de Québec dans un projet créateur de plusieurs centaines d'emplois bien rémunérés. « Comme maire, tu ne peux pas dire à tes citoyens : "Vous allez vivre dans la pauvreté le restant de vos jours" », ajoute-t-il, en expliquant que les Murdochvillois ont toujours compté sur des taux horaires fort intéressants.

LE 30 JUIN APPROCHE

Le Syndicat des Métallos avait identifié cette date pour lancer les démarches de fermeture de la municipalité gaspésienne. Lors d'une consultation tenue il y a deux semaines, près de 500 habitants ont affirmé que sans projet concret de développement, ils étaient d'accord pour enterrer la ville. Le syndicat tente maintenant d'asseoir à sa table des représentants des gouvernements fédéral et provincial et Noranda, afin de discuter de cette éventuelle fermeture. Aucune date n'a encore été fixée pour la première rencontre.

Le maire maintient qu'il tiendra un référendum officiel, le 25 août, en vue d'une éventuelle fermeture de la ville.

Ce projet demeure, à moins de l'annonce d'un miracle par le gouvernement du Québec. Le maire souhaite pour l'instant un recensement local pour remettre à jour la liste des citoyens, et plaidera sa cause auprès du directeur général des élections.

15 MILLIONS \$, PAS PLUS

Noranda demeure pour l'instant sur sa position : pas question de bonifier l'enveloppe de 15 millions \$ prévue pour les primes de séparation et les départs à la retraite de ses ex-employés de Fonderie Gaspé. « On fait déjà au-delà de ce que la loi nous oblige à faire », disait, la semaine dernière, le directeur de Fonderie Gaspé, Marcel Faucher. Il ajoutait à ce moment que le géant minier n'avait pas l'intention de se commettre dans la fermeture ou non de Murdochville, pas plus qu'il n'envisageait de dédommager les commerçants ayant toujours pignon sur rue.

M. Faucher sera directeur de Fonderie Gaspé jusqu'à lundi. Il prendra ensuite la direction de l'usine Micro-Metallies du groupe Noranda, située en Californie. Cette usine approvisionne la fonderie Horne, de Rouyn-Noranda, en matières recyclables. Un remplaçant lui succédera dès mardi.

Pour le syndicat, il est hors de question de baisser les bras dans ce dossier. « On continuera la bagarre jusqu'à la fin », mentionne le président du Syndicat des Métallos de Fonderie Gaspé, Jean-d'Arc Beaudin. Les 15 millions \$ ne couvrent même pas nos demandes touchant les retraites. »

Le ministère de la Solidarité sociale a annoncé avant-hier qu'il aiderait les extravailleurs de Murdochville (mine et fonderie) et de Viandes Du Breton, de Notre-Dame-du-Lac, frappés récemment par l'incendie de l'usine qui embauchait 450 personnes. Le programme, valide jusqu'au 30 avril, est assorti d'une enveloppe de 1,1 million \$.

L'aide financière accordée tiendra compte du revenu des ménages et du nombre d'enfants à charge, mais non de la situation financière et des biens. Un adulte seul pourrait recevoir 550 \$ par mois, alors que deux adultes recevraient 870 \$ mensuellement.

1004400

Solde printanier

30% à 70%*

sur toutes nos collections

Vente finale / 6 à 22 ans

* Exception nouveautés

Fermé le DIMANCHE

LUCETTE LA MONTAGNE

833, avenue Myrand, Sainte-Foy

681-0249

1507011

FORFAITS vacances-été

Nuit et petit déjeuner

à partir de **45,50\$*** Par personne, occupation double.

Hébergement gratuit pour les enfants!*

GOVERNEUR HÔTELS

1-888-910-1111
www.gouverneur.com

Hôtel Le Châteaer • Montréal (Place Dupuis) • Montréal (Île Charron)
Québec (Sainte-Foy) • Trois-Rivières • Sherbrooke • Saint-Georges • Chicoutimi • Rimouski
Sept-Îles • Gatineau • Rouyn-Noranda • Shawinigan • Saint-Jean-sur-Richelieu

* Les tarifs peuvent varier selon les régions. Tarifs en vigueur du 15 mai au 18 octobre 2002, sauf indications contraires, selon disponibilité et sur réservation. Aucune autre offre promotionnelle ne pourra être jumelée à ces tarifs.
** Enfants de moins de 18 ans partageant la chambre des parents.

1070406

Plus que

Macaron 3 jours

Hydro-Québec

8\$

Jusqu'au 30 juin

10\$ à compter du 1^{er} juillet

Chez **Couche-Tard**

Gratuit*

À l'achat d'un macaron, obtenez un coupon vous donnant droit à un Pepsi Twist 600 mL, gratuit à l'achat d'un Pepsi ou 7up 600 mL régulier ou diète / * Dépot en sus

Hydro Québec

LE SOLEIL

CHANDLER

Appui de taille au projet d'usine de panneaux Gaspan

Le Conseil régional de concertation et de développement Gaspésie-les-Îles se range derrière le Groupe GDS

GILLES GAGNÉ

Collaboration spéciale

■ CARLETON — Les membres du Conseil régional de concertation et de développement Gaspésie-les-Îles donnent un appui unanime au projet d'usine de panneaux Gaspan, piloté par le Syndicat des producteurs de bois et le Groupe GDS. Il s'agit d'un rare appui de l'organisme à un projet de firme privée.

La résolution a été adoptée vendredi lors de la réunion du conseil d'administration du CRCD, qui avait préalablement reçu une demande en ce sens des promoteurs. Le projet de 150 millions \$ créerait 147 emplois directement dans une usine à construire dans l'axe Chandler-Grande-Rivière, et il générerait aussi des retombées dans deux autres unités de production de bois, à Grande-Rivière et dans la MRC Côte-de-Gaspé.

« C'est très rare que le CRCD se prononce sur un projet d'entreprise. Mais le projet de Gaspan aura des retombées d'un bout à l'autre de la

Gaspésie, de Gaspé jusqu'au fond de la baie des Chaleurs. Le projet offre une opportunité de transformation des feuillus dont la région a tellement besoin, tant en forêt privée qu'en forêt publique. C'est le seul projet proposant de transformer à ce point des feuillus », explique Gilbert Scantland, directeur général du CRCD Gaspésie-les-Îles.

Les gens du CRCD ont également été sensibles aux retombées de l'ensemble du projet Gaspan, ou des aspects touchant les autres usines de transformation du bois. Le président du Groupe GDS, Guido Deschênes, n'est

toutefois pas prêt à dévoiler pour le moment l'ensemble des activités connexes au projet Gaspan. Gilbert Scantland n'est donc pas en mesure de les annoncer non plus.

« Le projet a aussi l'avantage de permettre de récupérer des volumes de résineux présentement enclavés par les feuillus non exploités », précise aussi le directeur du CRCD.

Guido Deschênes se réjouit de l'appui de l'organisme. « Ce consensus régional constitue un appui important pour le cheminement du projet. Les études techniques, d'approvisionnement et de rentabilité ont été réalisées et elles sont concluantes, même au-delà de nos espérances. Ce qui reste à venir, ce sont les études d'impact environnemental, d'ingénierie et de marché. Nous devons aussi compléter le groupe des partenaires. Le Syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie est là, et les trois communautés autochtones de la Gas-

pésie sont aussi invitées à participer. »

Un approvisionnement de 600 000 mètres cubes de fibre est requis pour l'usine de panneaux gauffrés. Les membres du Syndicat des producteurs de bois sont prêts à livrer plus du tiers de ce volume, par l'intermédiaire des tiges vouées à la trituration, qui ne trouvent pas preneurs dans le sciage. Des sous-produits du sciage, sous forme de dosses (les parties rondes des billes écorcées) et des houppiers, c'est-à-dire les têtes d'arbres qui restent actuellement sur les parterres de coupe, constitueraient les autres sources d'approvisionnement de Gaspan.

M. Deschênes estime que les achats de fibre dépasseront 10 millions \$ auprès des membres du syndicat, et que la récupération des résineux enclavés dans les peuplements de feuillus génèrera des retombées de 15 millions \$. L'utilisation des houppiers dépassera 3 millions \$ en impact économique.



Guido Deschênes

Le projet de 150 M\$ créerait 147 emplois



CHAPITEAU ET CAPITAUX

Desjardins, partenaire du

CIRQUE DU SOLEIL depuis

1984. Et aujourd'hui,

fier commanditaire de

la tournée canadienne

de la toute nouvelle

production, Varekai.



Conjuguer avoirs et êtres

La « fête » achève au quai de Rimouski

En raison d'actes de vandalisme, Transports Canada songe à le fermer à la circulation

CARL THÉRIAULT

Collaboration spéciale

RIMOUSKI — Le quai fédéral de Rimouski-Est est devenu au fil des années, du moins pour une partie du public qui le fréquente, un parc public de divertissement de toutes sortes.

Vol, destruction de biens publics et méfaits, actes de vandalisme, démarrages en trombe d'automobiles sont devenus monnaie courante sur ce quai, au point où Transports Canada songe à le fermer à toute circulation, sauf pour le traversier Rimouski-Forestville et la visite du futur récif artificiel, Le Nipigon. Un agent de sécurité aurait même été menacé.

Le bureau de la députée fédérale Suzanne Tremblay a été inondé d'appels de citoyens se plaignant de l'interdiction de circuler sur le quai dont une partie est en très mauvais état. La députée fait appel à la responsabilité collective des citoyens.

Certains vont y faire leur vidange d'huile, d'autres y jettent les déchets de leur roulotte à l'eau

« Il y a des gens qui vont faire sur le quai leur vidange d'huile. D'autres avec leurs roulettes jettent leurs déchets à l'eau. Certains couchent dans des bateaux ou font du rouli-roulant », a dit M^{me} Tremblay, députée de Rimouski-Neigette-et-La-Mitis lors d'une conférence de presse.

La prochaine fin de semaine pourrait bien être le point tournant pour les habitués du quai après une fermeture temporaire au congé de la Saint-Jean.

Les pêcheurs à la ligne et les randonneurs qui se conforment aux directives de sécurité publique de Transports Canada ne sont pas en cause mais risquent d'écopier si rien ne change.

ASSEZ, C'EST ASSEZ !

« On a tout essayé depuis trois ans », a relaté Michel Caron, maître de port à Rimouski-Est, qui fera le point à nouveau lundi sur la fermeture, cette fois permanente, du quai.

Les ravages causés en fin de semaine par certains citoyens demanderont deux à trois jours de nettoyage, précise le maître de port.

La SQ patrouille sur ce territoire mais sans toutefois pouvoir en assumer la sécurité en permanence.

Transports Canada dirige à Rimouski cinq postes à quai d'une longueur allant de 150 mètres à 213 mètres, avec une profondeur d'eau de 7,3 mètres. Il est accessible 12 mois par année, avec l'aide occasionnelle d'un brise-glace.

Les installations portuaires de Rimouski-Est servent principalement au catamaran *CNM Evolution*, aux pêcheurs de crabes, au *Relais Nordik* qui dessert la Basse-Côte-Nord et au bateau-excursionniste *l'Écho des mers*.

EN BREF

Accident mortel à Gallix

■ GALLIX — Une jeune femme de 21 ans de Sept-Îles, Cathy Thériault, a perdu la vie dans un accident survenu peu après 17 h, mardi, sur le chemin SM3, à Gallix. Selon les informations recueillies par la Sûreté du Québec, le conducteur de la camionnette dans laquelle prenaient place la victime et trois autres personnes dans la vingtaine se serait endormi au volant. Le passager avant aurait secoué le conducteur pour le réveiller, mais ce dernier aurait donné un coup de volant. « Il a perdu le contrôle du véhicule, qui a fait plusieurs tonneaux avant de se retrouver dans le fossé », a relaté Louise Prévost, porte-parole de la SQ à Baie-Comeau. Dans le capotage, l'une des trois passagères arrière — la victime — a été éjectée du véhicule. Les quatre autres occupants, qui ont subi des blessures sérieuses, ont été transportés au centre hospitalier de Sept-Îles, où on ne craint pas pour leur vie. D'après les premières constatations, l'alcool ne serait pas en cause dans cet accident. « L'enquête n'est pas terminée, de sorte qu'on ne sait pas d'où revenaient les jeunes et où ils allaient », a mentionné M^{me} Prévost. É.F.

ÉDITORIAL

Président et Éditeur ALAIN DUBUC
 Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR
 Directeur de l'édition J.-JACQUES SAMSON
 Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

Question de dette

Il y a trop longtemps qu'on a cessé de se préoccuper de la dette publique. Pourtant, même si le gouvernement ne fait plus de déficit, la dette totale a franchi le cap des 100 milliards \$ il y a quatre ans, et a atteint 105 milliards \$ l'an dernier. Comme l'a expliqué notre collègue Louis Tanguay dans notre édition de mardi, un changement aux règles comptables permet d'amortir certaines dépenses en immobilisation sur plusieurs années, ce qui autorise Québec à s'endetter... sans faire de déficit!

Vous n'y comprenez rien? C'est pourtant simple: depuis la réforme des règles comptables en 1997, le gouvernement paie ses dépenses courantes avec ses revenus de l'année, mais il amortit ses immobilisations, telles les constructions de routes ou d'édifices, sur plusieurs années. Achetez aujourd'hui, payez plus tard, dirait la publicité...

Mais Joseph Facal nous a rappelés à une dure réalité, la semaine dernière, en disant du modèle québécois qu'il a suscité «une dette astronomique qu'il faudra bien commencer à rembourser un jour».

Évidemment, M. Facal ne parlait pas de la même dette. Il faisait allusion au déficit accumulé après des années de déséquilibre budgétaire dans les dépenses courantes. Mais le résultat est le même: le Québec est

l'une des provinces les plus endettées au Canada. Les bouts de routes qu'on nous annonce depuis que Pauline Marois a injecté 3 milliards \$ pour stimuler l'économie ne seraient jamais pavés s'il fallait payer comptant. Le gouvernement emprunte, tout comme on hypothèque sa maison. Dans le jargon des comptables, on appelle ça une comptabilité d'exercice. Le vérificateur général approuve cette approche.

Le danger d'une telle forme d'endettement est qu'elle est moins évidente, et peut amener nos gouvernements à trop dépenser. Quand Pauline Marois a annoncé des investissements de 3 milliards \$, au lendemain du 11 septembre, tout le monde a applaudi à cause de la crainte d'une récession. Mais la récession appréhendée ne s'est pas concrétisée et Québec dépensera quand même les 3 milliards \$ promis. Est-ce vraiment nécessaire? M^{me} Marois répond que cette stimulation de l'économie a contribué à faire que le Québec soit l'une des provinces canadiennes où il s'est créé le plus d'emplois au cours des derniers mois. Ses allégués sont difficiles à vérifier et un peu suspects parce que le gouvernement s'en va en élection.

Le ministère des Finances soutient qu'il est impossible à un gouvernement de profiter des nouvelles règles comptables pour endetter indûment le Québec à l'approche d'une campagne électorale. Toutes les dépenses d'immobilisation projetées doivent correspondre à des projections similaires de hausses de revenus. Et si un gouvernement autorise des projets qui augmentent trop le service de la dette, il devra réduire en conséquence ses prévisions budgétaires dans les dépenses courantes, comme la santé ou l'éducation. C'est le Conseil du Trésor qui assure la discipline.

Rassurant, oui, mais avec certaines réserves: les fonctionnaires sont payés pour expliquer les décisions des politiciens, et non pour les contredire. De plus, nous savons trop à quel point les gouvernements commettent des erreurs avec notre argent lorsqu'ils ont de gros budgets à dépenser rapidement. Sur quelle base a-t-on décidé des immobilisations autorisées dans le cadre du programme de 3 milliards \$ de la ministre? On ne le sait pas vraiment. Et plus de six mois après l'annonce de ce programme, le gouvernement n'est même pas en mesure de nous donner une liste exhaustive des projets autorisés.

On ne parle plus de la dette publique au Québec? Il est grandement temps de corriger le tir.

Vendeuse de chars

L'ancienne maîtresse de Sainte-Foy, Andrée Boucher, est une femme libre. Elle a le droit de dire et de faire ce qu'elle veut. Mais elle ne peut nous empêcher de penser qu'elle porte un dur coup à sa crédibilité en se servant de son ancien statut d'élue pour faire la publicité d'un concessionnaire d'automobiles de Sainte-Foy dans les journaux et sur les ondes du FM 93.

La démarche aurait été moins dérangeante si l'ex-maîtresse avait fait ses premiers pas dans le monde de la publicité en évitant de mélanger les choses, d'utiliser son passé d'élue pour vendre un produit, tout en étant assise sur son siège d'animatrice. Mais non. Elle a accepté de jouer dans cette publicité le rôle de la pauvre maîtresse qui s'ennuie de donner des crédits de taxes à ses contribuables, et qui se reprend en offrant des rabais dans une entreprise de la région. Tout ça dans un contexte où il est très difficile pour l'auditeur de déterminer s'il s'agit d'une publicité ou d'un commentaire de l'animatrice vedette.

La manœuvre a de quoi agacer. D'abord, parce que M^{me} Boucher ne fait pas preuve d'un talent inné pour la publicité. Mais surtout, parce que l'ex-maîtresse vient tout juste de démissionner de son rôle de chef de l'Action civique. Un rôle qui ne l'a d'ailleurs pas empêchée de se servir de sa tribune pour s'en prendre avec virulence à ses opposants au cours des derniers mois. Aurait-on accepté la même chose d'un Pierre Bourque s'il avait renoncé à diriger l'opposition, tout en continuant d'assurer le leadership de son parti?

Aujourd'hui, M^{me} Boucher n'est plus chef de l'Action civique. Mais la démission est récente et la confusion demeure pour les auditeurs. L'ex-maîtresse avait quitté la direction de sa ville la tête haute. Dommage qu'elle se prête maintenant à un jeu qui «porte ombrage à sa crédibilité et qui ne lui convient pas».



Gilbert Lavoie

GLavoie@lesoleil.com



CHRONIQUE POLITIQUE

La diplomatie du Bush à Bush

Vous allez me trouver bien impertinent, mais je me suis spontanément demandé ce qui arriverait si le président des États-Unis d'Amérique souhaitait publiquement le remplacement de Jean Chrétien par Paul Martin. Ce serait assez pour ruiner les chances de l'ancien ministre des Finances et incruste «le petit gars de Shawinigan» dans la trame des tapis de la résidence officielle de Sussex Drive à Ottawa.

Avec la subtilité d'un éléphant républicain égaré dans une fabrique de Baccarat, le chef de la Maison-Blanche aime déplacer les pions de l'échiquier international. Il a éliminé (?) le mollah Omar, qui régnait sur l'Afghanistan. Il a lancé les agents de la CIA aux trousses de l'Irakien Saddam Hussein. Et il demande au bon peuple palestinien — qui ne saurait rien lui refuser, rien tant il le vénère! — de le débarrasser de Yasser Arafat. Quel sera le prochain?

George Bush a vite oublié qu'il a lui-même été élu après un recotage judiciaire. Et qu'il devra peut-être sa majorité au Congrès à Oussama ben Laden. Car, osons le dire, où en serait George Bush aujourd'hui sans la tragédie du 11 septembre 2001?

Évidemment, le plan Bush n'a pas trouvé preneur à Kananaskis. La réaction embarrassée des uns, et confuse de quelques autres, confirme que ce président se parle à lui-même et pense seul. C'est la politique du Bush à Bush. Au moins son père tentait-il d'associer les Européens à ses grandes manœuvres diplomatiques et militaires. Mais «W» n'a peur de rien, pas même du ridicule.

On se perd en conjectures sur les objectifs réels de ce discours de lundi dernier. Il n'y a pas besoin d'élections pour se débarrasser de Yasser Arafat. Depuis 1969 qu'il dirige l'Organisation de libération de la Palestine, puis le gouvernement provisoire palestinien, les Israéliens se vantent de lui avoir sauvé la vie au moins une demi-douzaine de fois. Le corollaire voudrait qu'ils aient pu le supprimer au moins autant de fois, en par-



Michel Vastel

MVastel@lesoleil.com

ticulier en 1982 à Beyrouth lorsque les soldats d'Ariel Sharon l'avaient dans la mire de leurs fusils.

Alors, quelle est la logique de George Bush? Si la candidature d'Abu Amar — le nom de guerre d'Arafat vénéré par le peuple palestinien —, évoquée hier dans les cercles palestiniens, se confirme, il sera réélu avec une majorité accrue! L'anathème du président des États-Unis sur tout chef en péril est en effet une garantie de réélection. C'est peut-être cela, le vrai scénario de la Maison-Blanche. Yasser Arafat sera confirmé au pouvoir, ou remplacé par plus radical que lui. Ce serait alors l'escalade qui justifierait Israël de réoccuper les territoires palestiniens, le retour à la guérilla dans laquelle l'État hébreu s'enliserait. Comme les Français en Algérie. Comme les États-Unis au Vietnam. Sauf qu'aujourd'hui, les armes ne sont plus les mêmes...

La proposition de George Bush est d'autant plus choquante, même pour les Juifs modérés du monde entier, qu'il absout Ariel Sharon de véritables actes de brutalité, voire de crimes de guerre. Les États-Unis ne demandent même plus à Israël de se retirer à l'intérieur des frontières de 1967, mais plutôt celles de septembre 2000, en deçà desquelles tant de Palestiniens ont été expropriés.

En somme, les Palestiniens n'auront même plus le droit de choisir leurs chefs, et ce sont leurs agresseurs qui traceront les frontières de leur pays «provisoire». Contrairement à Yitzhak Rabin, Yasser Arafat et Shimon Peres — les trois co-

lombes de 1994 —, Georges Bush et Ariel Sharon ne recevront sûrement pas le prix Nobel de la paix en 2002! Ils s'en moquent d'ailleurs, considérant sans doute que de tels honneurs sont réservés aux faibles...

Autrefois, les Palestiniens détournaient des avions. Puis, ils se sont mis à tirer sur des cibles symboliques, comme des athlètes olympiques. Aujourd'hui, ils s'en prennent indifféremment aux religieux en prière dans les synagogues, aux adolescents en cavale dans les discothèques, aux écoliers dans leurs autobus. Ni le Pentagone, ni cette petite égérie de Condoleezza Rice, au Conseil de sécurité, ne sont en mesure de prédire où les mène cette drôle de guerre au terrorisme, une «guerre» où l'ennemi n'a pas d'armée et où les victimes sont généralement civiles.

Le président des États-Unis n'a cessé, dans les semaines qui ont précédé le Sommet de Kananaskis, de provoquer ses partenaires: les Européens avec des subventions insensées à la production agricole, un peu tout le monde avec son soi-disant plan de paix pour le Moyen-Orient, les Africains qui ont fait le voyage pour se faire dire qu'ils coûtent trop cher à l'Amérique des Enron et des Worldcom, et le pauvre Jean Chrétien qui a bien du mal à contrôler l'ordre du jour des délibérations.

Ce n'est pas pour rien qu'on parle du G1 comme on parle du G8 ou du G20. Les États-Unis prétendent constituer un groupe par eux-mêmes. Alors, on se demande pourquoi George Bush s'arrête en si bon chemin. Son ambassadeur à Ottawa n'a certainement pas fait son travail. Il aurait dû expliquer à son patron que le Canada serait un bien meilleur voisin s'il était dirigé par Stephen Harper de l'Alliance canadienne. Celucci aurait dû aussi recommander que la CIA finance discrètement la réélection de Bernard Landry, le plus sûr allié de l'Amérique depuis 20 ans au moins.

Pendant qu'il y est, George Bush pourrait ainsi faire le tour de tous les pays de la planète, installer ses courtisans à leur tête, et se faire nommer — à vie bien entendu! — secrétaire général des Nations unies... d'Amérique, évidemment!

CARREFOUR DES LECTEURS

Arrêt prochain au parc routier

Les ministres des Transports et du Tourisme ont récemment rendu public le projet d'un nouveau réseau québécois de parcs routiers.

Il faut avoir voyagé en auto, même une seule fois, hors des frontières du Québec, pour reconnaître à quel point nous venons par cette intention gouvernementale corriger une lacune qui date de la construction même des autoroutes de notre province.

À l'époque, nous avions implanté ici et là des «haltes d'aisance» comme si ce pouvait être l'unique besoin des automobilistes sur ces voies rapides. La vente de nourriture, d'essence ou d'autres choses y était prohibée. Cette particularité québécoise témoignait d'une méconnaissance de ce nouveau concept du service routier.

Ces dernières années, de petites cantines ont timidement pris place dans nos

haltes routières. Cette tolérance a permis d'éroder l'interdiction de vendre de la nourriture et de favoriser une prise de conscience. Le ministère des Transports était donc placé devant l'inéluctable. Dans la foulée de cette lucidité retrouvée, des gens se sont mis à l'œuvre pour imaginer ce que devraient être ces parcs routiers.

Ne sommes-nous pas riches de l'expérience de ceux qui, avant nous, ont développé ces services? À titre d'exemple, en France, outre les produits essentiels on y fait la promotion et la vente des produits du terroir. On retrouve dans ces sites une intégration harmonieuse d'œuvres d'art. Chez nos voisins américains et ontariens, nous constatons immédiatement, en pénétrant dans leurs haltes routières, un espace apaisant que la végétation isole de l'autoroute et qui contraste efficacement avec le stress que provoque la conduite. Les fardiens sont placés le plus souvent de l'autre côté du bâtiment principal, à l'opposé des autos. Tout est planifié pour répondre aux besoins des voyageurs: les

services sanitaires sont toujours adéquats, les postes d'essence y sont assez nombreux pour éviter les attentes et la nourriture y est servie chaude.

Bien que l'ensemble de la population adhère à ce projet, il s'en trouve certains qui s'y objectent. Il était inévitable que, pour pallier à une absence aussi flagrante de services, des commerçants aux abords des autoroutes aient flairé la bonne affaire. Ils ont construit leur idéal (commercial) sur une erreur qui devait, en toute logique, être corrigée un jour. Ces opposants font maintenant la preuve de l'urgence d'agir.

La circulation automobile sur nos routes ne cessera d'augmenter. L'expertise du ministère des Transports lui offre une vision globale du réseau routier. Ainsi, il est le seul à pouvoir assurer l'uniformisation des services, déterminer les intervalles entre les parcs routiers et garantir l'accès à toute heure et en toute saison, quel que soit la température.

Jean Guillot
 Québec

36 MOIS SANS FRAIS, SANS INTÉRÊT* sur toute la marchandise

Ensoleillez

VOTRE INTÉRIEUR



**THERMO
CONCEPTS**

Fontaine Kelvin
(263434)

- Boîtier en polyéthylène
- Réservoir d'eau en acier inoxydable
- Thermostat d'eau froide
- Système universel anti-éclaboussures

199⁹⁵\$

555
par mois

GE Cuisinière (255564)

- Cuisinière Evolution
- Surface de cuisson vitrifiée
- Minuterie électronique
- Très grand hublot
- Élément du four «Super Broil»



2361
par mois

849⁹⁵\$



18 pi cu
DE LUXE

2361
par mois

GE Réfrigérateur 18 pi cu (255244)

- Tablettes de verre ajustables antidébordement
- Bacs à viande à humidité contrôlée
- Balconnets ajustables dans la porte
- Disponible en noir

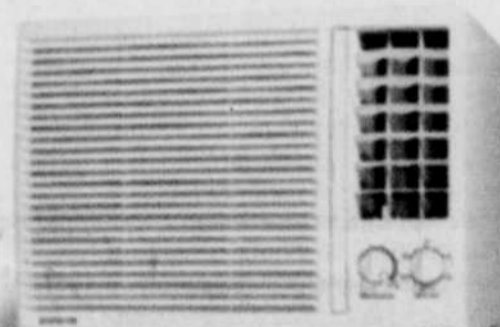
849⁹⁵\$



SUPER
CAPACITÉ

L'ensemble

2500
par mois



SAMSUNG

Climatiseur (266725)

- Climatise jusqu'à 250 pi²

695
par mois

249⁹⁵\$

Whirlpool

Laveuse (258502)

- SUPER CAPACITÉ
- 6 cycles
- 3 choix de températures

479⁹⁵\$

Whirlpool

Sécheuse (257574)

- EXTRA GRANDE CAPACITÉ
- 4 cycles
- 3 choix de températures
- Porte réversible

419⁹⁵\$

GE

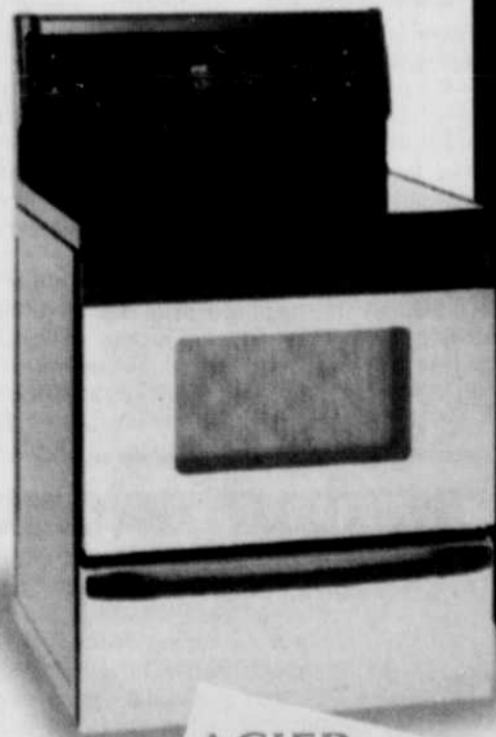
Cuisinière

(280704)

- Cuisinière autonettoyante
- ACIER INOXYDABLE
- Dessus en vitro-céramique
- Horloge électronique
- Zone réchaud
- Très grand hublot

3333
par mois

1199⁹⁵\$



ACIER
INOXYDABLE

GE

Réfrigérateur 18 pi cu (278233)

- ACIER INOXYDABLE • Distributeur à eau froide «BRITA»
- Bacs à viande • Bacs à fruits et à légumes transparents

3333
par mois

1199⁹⁵\$



TANGUAY

Livraison et service gratuits à la grandeur de la province

LES SAULES
4875, boul. de l'Ornière
1 800 563-4411 • (418) 871-4411

BEAUPORT
535, boul. Sainte-Anne
1 800 563-6282 • (418) 667-6282

LÉVIS
5720, boul. Étienne-Dallaire (angle Kennedy)
1 800 563-4511 • (418) 833-4511

TROIS-RIVIÈRES
2200, boul. des Recollets
1 800 465-2200 • (819) 373-1111

RIMOUSKI
822, boul. Sainte-Anne, Route 132
1 800 463-4411 • (418) 725-4411

CHICOUTIMI
1990, boul. Talbot
1 800 363-4711 • (418) 698-4411

RIVIÈRE-DU-LOUP
245, Hôtel-de-Ville
1 800 510-4711 • (418) 867-4711

SAINT-GEORGES DE BEAUCE
8955, boul. Lacroix
1 877 295-4411 • (418) 226-4411

* Sous réserve de l'approbation du service de crédit. ne navez que les taxes de vente. Cartes de crédit acceptées.